

Pour retrouver les articles parus et les titres de comptes rendus récents dans la revue *Historiens et Géographes*, consulter le site www.aphg.fr, rubrique "La revue"/"Critiques d'ouvrages publiés" régulièrement mise à jour (réservé aux abonné(e)s).

Les nécessités de la pagination nous obligeant parfois à reporter pour le prochain numéro les dernières pages de la rubrique, nous adoptons une répartition aléatoire des recensions, afin que ce ne soient pas toujours les mêmes parties de la rubrique Livres qui en pâtissent.

LIVRES

Par **Monique DEFRADAS** et **Claude RUIZ** (coord.)
Liliana DACALOR, **Jean-Pierre ALLAIN** et **Marc CHARBONNIER**

ATLAS ET CARTOGRAPHIE

■ **Virginie BABY-COLLIN**, **Sophie BOUFFIER** et **Stéphane MOURIANE** (dir.), *Atlas des migrations en Méditerranée de l'antiquité à nos jours*, Actes Sud, 2020, 283 pages.

Actes Sud publie un ouvrage d'envergure qui balaie trois millénaires d'histoire (et de géographie) en 283 pages. L'œuvre est collective : 3 directeurs, 9 coordinateurs et 79 contributeurs, une abondante bibliographie regroupée en fin d'ouvrage à quoi s'ajoutent des références correspondant à chaque thème développé sur une double page, cartes comprises (parfois peu lisibles...). Cet atlas doit se lire plus qu'il ne peut être consulté au hasard de l'intérêt de chacun car il est passionnant de bout en bout. Il offre en effet un panorama complet des migrations qui ont affecté la Méditerranée depuis l'Antiquité, non seulement les mouvements assez faciles à cartographier mais surtout les cultures, les mentalités, les modes de vie, les réseaux car « *mobilités et pulsations migratoires nourrissent les sociétés du pourtour de la Méditerranée, des métropoles aux espaces ruraux, sur le temps long, dans des allers-retours entre le local et le monde, défiant toute quête d'essentialisme identitaire* ». Les migrations juxtaposent migrants et sociétés locales et contribuent à un brassage qui peut mener à des formes de cosmopolitisme dont les grandes métropoles, les ports en particulier, donnent l'exemple. Pour autant, le tableau est rarement idyllique et les nationalismes se sont presque toujours accompagnés de formes plus ou moins violentes de xénophobie : le « migrant » est un étranger et ce sont les institutions locales ou nationales qui tentent de leur faire une place dans des sociétés qui ne sont « ouvertes » que jusqu'à un certain point. La période contemporaine, par le biais des images, des reportages, cible une migration « de masse » qui frappe en particulier aux portes de l'Europe en oubliant par exemple que le Maghreb est aujourd'hui aussi terre d'accueil pour les migrants des pays du Sahel sub-sahariens dont beaucoup s'arrêtent sur le chemin d'une Europe qu'ils ne peuvent atteindre.

L'Atlas est construit en trois parties, territoires et structures d'abord, acteurs ensuite et contacts enfin. Les acteurs sont légion, à commencer par ceux qui commercent, parfois très organisés dans la durée, constituant ces réseaux de

l'accueil... et du souvenir à terme. Les contacts sont perçus sous les formes des échanges « entre ici et là-bas » dans des espaces de « l'entre-deux » qui construisent la mise en relation. Langues qui s'enrichissent de l'apport de l'autre, cuisines plus ou moins métissées, mémoires croisées, patrimoines revendiqués puis reconnus par la communauté internationale. Tout ce que le « touriste », migrant temporaire, va chercher ailleurs. Et si le touriste est très contemporain, les hommes qui ont toujours voyagé parce qu'ils sont curieux, parce qu'on les a chassés de leur pays (où ils entendent toujours revenir un jour) ont tracé les routes qui maillent la mer et les pourtours côtiers. Ulysse en offre dès la période homérique une belle illustration : il est parti pour revenir un jour, peut-être « plein d'usage et raison » comme Du Bellay au XVI^e siècle. Les exemples ne manquent pas de ces pérégrinations, à l'exemple des cités grecques qui colonisent la mer de proche en proche dès le VIII^e siècle avant notre ère...

Ces quelques lignes n'épuisent pas un vaste sujet que l'on ne peut résumer. Il faut laisser au lecteur, au professeur de collège comme de lycée, l'opportunité de faire les choix pédagogiquement nécessaires. La question des migrations est ici abordée dans sa globalité et forcément dans sa complexité. La Méditerranée a été au cours de l'Histoire un territoire de conquête où se sont épanouies des sociétés souvent violemment concurrentes : des sociétés épanouies où le commerce guidait les mouvements des hommes mais aussi des sociétés concurrentes donc violentes à toutes les échelles. Ce qu'enseigne l'histoire dans le cadre d'une géographie rien moins que simple, une forme de « civilisation ».

Alain MIOSSEC

■ **Franck TÉTARD** (dir.), *Grand Atlas 2021*, collection Atlas-Atlas pour tous, Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France info*, Paris, 2020, cartographie adaptée par Cécile Marin, 143 pages, 19,90 euros.

Les éditions Autrement sortent chaque année un Grand Atlas, qui permet à l'auteur de choisir parmi les nombreux ouvrages publiés dans la collection « Atlas » les thèmes les plus récents ou les plus en pointe de l'actualité. Ce tri pratiqué dans cette magnifique collection que

les professeurs et étudiants connaissent bien et compulsent (ou devraient compulsent) régulièrement, offre un choix thématique de lecture du monde d'aujourd'hui.

Cette lecture associe donc une ou deux cartes à un article thématique sur une double-page, selon les principes éditoriaux de la collection. Les informations cartographiques sont issues des autres atlas de la collection, souvent actualisées, dont les références sont indiquées dans l'annexe générale en fin d'ouvrage.

L'année 2021 apparaît donc exceptionnelle en raison de la pandémie, et Franck Tétart n'hésite pas à sélectionner des cartes de la collection, comme des extraits de ses deux partenaires éditoriaux pour mettre en valeur tout ce que cette année présente de particulier pour la planète, et dans tous les domaines.

6 rubriques sont créées pour rappeler ce que connut l'année 2020 : « Vers de nouveaux rapports de puissance ? », « Les défis de la mondialisation », « Les grands enjeux de 2021 », « Tensions, crises et conflits », « Retour sur l'Histoire », « Et demain ? ». Elles nous rappellent parfois des événements qui nous semblent déjà bien lointain : les feux en Australie, le Royaume-Uni post-Brexit... Mais elles intègrent aussi les enjeux du « monde de demain », en particulier les aspects environnementaux, toujours plus importants.

Ce numéro a aussi l'intérêt de devenir, à l'heure où j'écris, déjà un peu historique : certaines analyses relevées sur la mondialisation, sur les relations États-Unis-Russie-Chine, et bien évidemment sur la Covid-19, paraissent dépassées ou se sont pour certaines déjà révélées fausses.

On peut attendre avec impatience le prochain numéro prévu à la fin de cet été, pour actualiser une nouvelle fois notre regard sur notre monde bien malade. Il n'y a aucun doute sur la qualité et l'intérêt de cette publication pour tout le monde, surtout lors de ces années exceptionnelles.

Vincent BONNEVAL

■ **Mick ASHWORTH, *Pourquoi le nord est-il en haut ? Petite histoire des conventions cartographiques*, Éditions Autrement, mars 2021, 224 pages, illustrations, bibliographie, 24,90 euros.**

Avec l'ouvrage *Pourquoi le nord est-il en haut ? Petite histoire des conventions cartographiques*, le cartographe Mick Ashworth nous plonge dans l'univers singulier de la fabrication des cartes. Sans prétendre à l'exhaustivité, toujours difficile à réaliser, l'auteur a réussi son pari : celui de pousser le lecteur à s'interroger sur ses propres pratiques cartographiques, sur les représentations qu'il associe à celles-ci, mais aussi sur la manière qu'il a d'appréhender le fait cartographique en général (1).

Au fil des sept parties et des très nombreux chapitres les composant, qui se succèdent de façon logique et intuitive, nous comprenons que ce qui fait une carte, ce n'est pas forcément ce à quoi l'on s'attend. Hormis le cœur initial, à savoir le message que veut nous faire passer le ou les cartographes sous forme d'informations visuelles, une carte c'est aussi ce qui se trouve « à côté », hors (de) la carte. Ce que nous prenons fondamentalement pour acquis et que nous avons l'habitude de voir ; ce que nous avons appris à repérer, à commenter voire à critiquer (notamment si cela est absent ou mal renseigné) ; ce que nous reproduisons (ou faisons reproduire) bon gré mal gré dans nos productions graphiques (qui interviennent dans la préparation des cours, dans les productions des élèves, dans les travaux académiques publiés ou appelés à l'être etc.), tout cela peut être déconstruit. C'est là l'un des principaux intérêts de l'ouvrage, qui questionne ces règles (l'orientation, l'échelle, la légende, le titre, les couleurs et les symboles utilisés etc.) devenues implicites au fur et à mesure que la cartographie s'est constituée en une discipline autonome, et qui interroge le rapport que l'on entretient à celle-ci.

La cartographie fait l'objet d'un apprentissage plus ou moins ancien à l'École. L'insertion de la carte comme (nouvel) objet de recherche dans les programmes scolaires, sa mobilisation en tant qu'outil par l'enseignant et l'élève, et son utilisation comme ressource (souvent complémentaire) pour illustrer des phénomènes, des notions et des concepts géographiques, historiques, économiques etc., est un processus qui tend à devenir la norme (et tant mieux !). L'initiation à la fabrique de cartes, à leur lecture et leur analyse dans des contextes disciplinaires divers, a de multiples intérêts pédagogiques. Le succès des concours de cartographie (le « Concours carto » organisé par l'association éponyme, les « Olympiades nationales de géographie » initiées par le CNFG ou encore le « Concours carto étudiant » de l'AFNEG) ces dernières années témoigne s'il en est, de l'attrait de nos élèves et de nos étudiants pour les cartes.

Les enseignants d'histoire-géographie seront donc très intéressés par l'acquisition de cet ouvrage, qui au-delà de la multitude d'exemples mobilisables en cours, leur permettra d'entrer pleinement dans l'histoire des codes cartographiques, et d'en comprendre leur intérêt et leur usage pour mieux s'en emparer. Le travail de déconstruction des conventions cartographiques initié par l'auteur est d'une précieuse aide pour les professeurs, qui sont amenés à reproduire cet exercice auprès de leurs élèves. Face aux difficultés exprimées par certains d'entre nous à pouvoir réaliser une véritable synthèse méthodologique de la carte (choix et légitimation

des variables et des figurés, construction *stricto sensu*, critiques des productions existantes et/ou à venir, interprétation et intégration des travaux dans le déroulé du cours etc.), la pratique de la cartographie se résume bien (trop) souvent à la mémorisation de travaux cartographiques existants, directement exposés aux élèves et aux étudiants, sans forcément prendre le temps du recul scientifique et pédagogique nécessaire. L'ouvrage rédigé par Mick Ashworth tente donc de proposer aux enseignants des clés pour lire et réutiliser les cartes, en questionnant leurs caractéristiques intrinsèques.

L'auteur est ainsi parvenu à faire d'un ouvrage de plus de deux cents pages d'initiation technique d'une grande précision, un véritable pamphlet, provoquant et captivant, qui se lit d'une seule traite. En illustrant son propos d'exemples cartographiques originaux et facilement trouvables (en ligne ou non), il fournit en même temps des règles du bon usage des cartes, tout en les questionnant, qui font du livre une (véritable) introduction à la cartographie à mettre entre toutes les mains, débutantes ou non. Que ce soit pour le plaisir, ou par intérêt pédagogique, la carte demeure bel et bien un « mélange fascinant d'art et de science ».

Victor PIGANIOL

(1) Voir la chronique *Le monde à l'envers* (10 juin 2021) consacrée à l'ouvrage d'Hervé Gardette dans l'émission « La Transition » sur France Culture, <https://www.franceculture.fr/emissions/la-transition/le-monde-a-lenvers>.

GÉOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE

■ **Élisabeth AYRAULT, *Les leçons du Rhône (que serions-nous sans les fleuves ?)*, Actes Sud, 2021, 251 pages.**

Voilà un livre qui interroge et l'auteur fait la leçon au lecteur. C'est à la fois un témoignage et un réquisitoire. Témoignage d'abord d'une architecte-urbaniste de formation qui expose avec clarté et sincérité ce que fut son parcours. Un parcours guère « académique » qui en a fait un chef d'entreprise expérimenté, passant de la gestion des déchets à celle d'un grand fleuve, le Rhône. Elle dirige depuis 2013 la Compagnie Nationale du Rhône dont elle reprend l'historique, soulignant au passage la lucidité de ses pères fondateurs, Edouard Herriot et Léon Perrier qui envisageaient pour le fleuve un aménagement intégré (une gestion intégrée dirait-on aujourd'hui) prenant l'ensemble du bassin du fleuve pour éviter une gestion par tronçon, à terme chaotique. Elisabeth Ayrault pointe les responsabilités de l'État qui en 1945 donne la pleine responsabilité du fleuve à EDF dont l'objectif est d'abord et avant tout la production énergétique (elle oublie un peu les circonstances de l'après-guerre, la vision très nationalo-centrée du

parti communiste, le poids du corps des ingénieurs des Mines et une philosophie très productiviste qui n'a guère de soucis pour les équilibres naturels. Cette vision n'est plus d'actualité et le CNR (où EDF est en quelque sorte marginalisée) retrouve la vision des origines, plus « écologique ». Elisabeth Ayrault a la foi ; pour elle, une saine gestion suppose que l'on reconnaisse à l'entreprise privée une place importante dans la gestion des territoires et en cela on ne peut que la suivre (et donc la lire avec attention) et c'est le meilleur du livre. En revanche, le réquisitoire interroge tant l'homme est mis en accusation sans trop de nuances. Certes, le parcours des déchets doit faire l'objet d'une gestion plus assurée, les plastiques polluent les océans – et c'est une réalité cruelle et inquiétante – mais les responsabilités sont largement partagées car il n'y a pas d'innocents, pas des « pollueurs » (tous, les « gros » surtout et des victimes, les « petits, les sans-grades » dont le laisser-faire est la règle). Ce tableau est trop simple et la vision morale vient en contradiction avec la reconnaissance de la diversité des lieux et des hommes ; un peu de réflexion géographique serait bien utile, un peu d'usage des différences échelles bien nécessaire. Un livre sur l'aménagement des fleuves sans citer Philippe Lamour, un livre sur le Rhône sans référence à ceux qui ont contribué à le faire mieux connaître (Jacques Bethemont, Jean Paul Bravard pour ne citer qu'eux, mais aussi Philippe Lamour pour son action en Bas-Rhône-Languedoc) ne peut entièrement convaincre tant il amalgame de lieux communs qui, le plus souvent, tiennent à une confusion tenace entre le climat d'une part et le temps météorologique d'autre part. D'où l'idée que tout se détraque, se « dérègle », « est bouleversé » ; on est trop dans l'air du temps catastrophiste qui mêle le Nil, le Brahmapoutre, l'Amazone, le Rhône sans souci du contexte et des échelles. Le réquisitoire rappelle ainsi la dimension très descendante (top down) de la gestion de la planète par des organisations internationales aux multiples ramifications qui sont rien moins qu'innocentes dans leur impuissance à changer l'ordre des choses ! On s'accordera à reconnaître la sincérité de l'engagement d'Élisabeth Ayrault, le réalisme aussi d'un chef d'entreprise qui sait la nécessité de maintenir les équilibres dans la gestion, équilibres budgétaires mais aussi équilibres entre les partenaires d'un projet, souvent en concurrence les uns avec les autres. Cela vaut d'être lu, au-delà de ce qu'un lecteur critique peut considérer comme une utopie !

Alain MIOSSE

■ **Guy BURGEL (dir.), *Ville et Covid : un mariage de raisons*, Karthala, 2021, 243 pages.**

Cet ouvrage, coordonné par Guy Burgel, cherche à répondre à une série de questions qui toutes renvoient à

la dimension géographique de cette pandémie. À partir d'exemples pris en France et ailleurs dans le monde, il montre une grande diversité des approches, des réflexions méthodologiques, des perspectives d'avenir. Il montre aussi, ce que l'on sait en bien d'autres domaines que les sciences sociales sont « malmenées par la crise », qu'elles sont mal à l'aise pour apporter des réponses, qu'elles ne disposent sans doute pas des outils méthodologiques leur permettant de mieux éclairer cette redoutable question. Au cœur de la réflexion, deux questions qui bien sûr s'entremêlent : la part de l'urbain dans la diffusion de la pandémie et le choix des échelles d'analyse. Les fortes densités qui sont le fruit de la concentration urbaine sont-elles responsables de l'extension de la pandémie, un fait qui paraît une évidence : la ville concentre, il est inévitable qu'elle concentre les foyers épidémiques et, autre aspect de la question, les grandes structures sanitaires sont dans les villes et, inévitablement, le lien « statistique » est fait entre les foyers d'enregistrement des malades qui sont aussi ceux où on les « traite »... C'est donc affaire de statistiques au fond commodes pour nourrir une cartographie d'autant plus fascinante qu'elle prétend « éclairer » le téléspectateur à longueur de journée. Chacun sait que la carte est souvent trompeuse et qu'elle n'est pas aussi objective qu'on voudrait le faire croire. Le choix des échelles et le choix des couleurs qui privilégie les limites départementales masque la réalité des faits puisqu'en affinant, c'est au sein de ces « territoires » encadrés par le droit que s'expriment les nuances qui disent ici les foyers (les *clusters*) et là des espaces (ruraux ?) qui ne sont pas touchés. Cette cartographie quasi jacobine exprime le pouvoir de l'État à travers ses administrations responsables. On assiste ainsi à « une absence totale de spatialisations de la propagation de la maladie par les autorités publiques dans leur réponse à la crise ». Et, sous un autre angle, l'engagement local des couturières, leur « revanche éphémère » illustre aussi la dichotomie entre le local qui recherche ses propres solutions et un État qui entend tout diriger, au fond aveugle au fait qu'il ait accepté depuis une trentaine d'années au moins la désindustrialisation du pays. Un revanche « éphémère » car le système reprend vite ses exigences parce que le pilotage par le haut apparaît assez vite comme plus « efficace ». Un constat que des géographes peuvent partager avec un minimum d'esprit critique et de sens de l'observation. Voilà donc une publication de poids, pluridisciplinaire selon la tradition de « villes en parallèle » et qui développe une approche sociale : la pandémie expose plus encore les inégalités sociales à l'échelle des territoires, la Covid frappe plus cruellement les « pauvres » que les « riches », l'analyse fine du « coronavirus dans le Grand Paris » en est une parfaite illustration !

Alain MIOSSEC

■ **Vincent CAPDEPUY, *Chroniques du bord du monde. Histoire d'un désert entre Syrie, Irak et Arabie*, Payot, Paris, 2021, 479 pages.**

Par ses 50 chroniques qui forment un récit, non pas chronologique puisqu'elles sont à rebours de la chronologie, Vincent Capdepuy nous fait découvrir un espace en marge, un espace de confins, du « bord du monde », mais d'une grande complexité, au cœur de ce qu'il propose d'appeler « l'Eufrasie ». Cet espace géohistorique, ce « désert » est représentatif des régions mal connues du monde, mal cartographiées, le « blanc des cartes » qui correspond aux blancs de l'Histoire, mais qui ne sont pas pour autant des régions où rien n'a eu lieu, ici le désert syro-arabique. Ce sont les perceptions et les représentations extérieures qui l'ont construit, souvent en négatif ou en creux par comparaison avec les espaces en contact desquels il se trouve.

Dans cette région du monde, présentée comme le « berceau de la civilisation », les contrastes entre les « pleins » et les « vides », ont contribué à enraciner une représentation opposant des espaces centres, chargés d'histoire, comme le « Croissant fertile », à des espaces délaissés, comme cette « baie désertique », la steppe, la *badiya*, et ses populations sans État, souvent nomades qui l'ont habitée et que Vincent Capdepuy replace au cœur de son ouvrage. De même que les limites entre Europe, Afrique et Asie sont floues et discutables car construites en fonction d'enjeux d'une époque, d'où la proposition de Vincent Capdepuy de la nommer « Eufrasie », les contrastes entre des espaces aux « densités d'histoire » (Ch. Gataloup) et les espaces déserts d'histoire comme cette steppe syro-arabique semblent tout aussi arbitraires. Ainsi l'expression de « Croissant fertile » comme nom propre qui semble très ancienne n'a été forgée qu'au début du XX^e siècle par l'égyptologue James Henry Breasted dans son ouvrage *Outlines of European History*, mais le succès de cette image a pérennisé l'opposition avec le désert, renforcé par l'opposition culturelle entre peuples indo-européens et peuples sémites envahisseurs et a fait oublier la « baie désertique », le Hamad. Vincent Capdepuy interroge la toponymie et explique comment le désert dit « de Syrie » l'a emporté sur le Hamad, le rôle de l'orientalisme dans la transformation des toponymes hérités des géographes grecs et latins mais aussi le renouvellement du regard porté sur cet espace.

Dans sa démarche, l'auteur cherche donc à décentrer le regard, il interroge l'idée même de marge, discutable, les processus d'intégration et de marginalisation, le rôle des États qui ne sont d'ailleurs pas les seuls facteurs de transformation de cet espace englobé dans un espace plus vaste. Les populations nomades de cet espace, les Bédouins, sont aussi porteuses de représentations souvent réductrices, c'est pourquoi les chroniques sont celles de l'espace, afin d'essayer de comprendre les interactions multiples et

anciennes entre les populations, la coprésence, les interactions entre les espaces, qui ne se résument pas à des relations de domination des centres sur une marge, dans une approche qui tente d'effacer la connaissance européo-centrée que nous en avons.

L'Eufrasie, où s'inscrit le désert syro-arabique, est un espace soumis aux invasions, au sein duquel le désert syro-arabique est relativement préservé, contourné, mais la position de l'Eufrasie entre Europe et Asie, lui donne une nouvelle centralité à l'époque de la colonisation et avec le pétrole. Le désert syro-arabique intègre la mondialisation et ses enjeux économiques, comme espace géostratégique (sécurisation des oléoducs et des stations de pompage), il cesse d'être une marge du monde.

Ces chroniques peuvent se lire successivement ou séparément. Onze cartes et quarante-sept illustrations accompagnent le texte qui présente de nombreuses références et citations. Un index des noms de personnes et de lieux et une bibliographie complètent l'ouvrage. Débutant au XX^e siècle, sur les enjeux pétroliers, les chroniques remontent progressivement jusqu'au 12^e-7^e millénaires av. n.è. et l'apparition d'une juxtaposition des modes de vie entre agriculteurs et pasteurs nomades. Ces chroniques ne sont pas une histoire du désert syro-arabique mais un ensemble d'entrées, chacune très documentée, qui invitent à poursuivre la recherche mais aussi à accepter les limites de notre connaissance.

Cet ouvrage, d'une grande richesse, pourra naturellement venir compléter la culture de tout professeur d'histoire-géographie, mais il peut aussi être utilisé pour inviter les élèves à réfléchir aux découpages du monde, aux toponymes, aux notions de centres, périphéries, marges, et leur permettre de porter un regard plus averti sur cet espace que la guerre a placé sur le devant de l'actualité internationale depuis dix ans. Les nombreux extraits de textes, les cartes peuvent constituer une base documentaire à analyser et à utiliser dans le programme d'histoire-géographie de terminale générale, thème 2 chapitre 2 (*Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde, - les conflits du Proche et du Moyen-Orient*) ou en spécialité d'histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, thème 2 (*Faire la guerre, faire la paix : formes de conflits et modes de résolution, travail conclusif sur le Moyen-Orient, jalon - Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique*).

Cécile PICARDAT

■ **Hubert VÉDRINE, *Dictionnaire amoureux de la géopolitique*, Paris, Plon et Fayard, 2021, 528 pages, 26 euros.**

Créée en 2000, la collection des « Dictionnaires amoureux » a rencontré depuis un succès d'édition lié à son format original. Il combine une structure d'abécédaire,

une démarche d'essai, des auteurs reconnus dans le sujet traité, et une part de subjectivité et d'affect annoncée par le qualificatif d'amoureux. Le mélange est intéressant car il permet de s'écarter des sentiers battus tout en restant dans un discours de spécialiste. Le *Dictionnaire amoureux de la géopolitique* d'Hubert Védrine correspond à ce schéma et met d'autant plus en lumière la personnalité complexe du diplomate, homme politique et géopoliticien. Si l'on est en partie dans un registre grand public, l'approche de la géopolitique revendiquée par Hubert Védrine se veut d'abord historique. C'est ce qu'il écrit en forme de manifeste dans sa quatrième de couverture, sous le chapeau : « Qu'est-ce que l'histoire a à nous dire ? ».

Partant, cet ouvrage est à la fois : témoignage d'un acteur politique controversé et de haut rang (au cœur du débat sur les responsabilités dans le génocide rwandais de 1994), analyse des champs, acteurs et concepts d'une discipline qui s'est récemment imposée scientifiquement, et défense du pragmatisme en cette matière.

Le style même de l'écriture restitue certaines spécificités de l'auteur. La rhétorique, très rythmée, alterne des analyses parfois précises, souvent raccourcies (mais c'est la loi du genre), et parfois brillantes, le tout avec un sens aigu de la pédagogie (avec des rappels très clairs des repères indispensables). Ce style, direct mais fluide, est complété par quelques touches d'humour et d'esprit qui nous disent aussi quelque chose d'une personnalité hors normes.

Je retiendrai quelques-uns de ces articles comme esquisse d'une typologie des 249 entrées. *Hiroshima* correspond comme beaucoup d'autres à un passage obligé, rapidement traité en se cantonnant à une part de l'indispensable. *Droit international* permet d'évaluer un concept discuté de façon critique pour en montrer les limites. 3 articles sont consacrés à « Empire » : *Empire des steppes (L')*, *Empire romain* et *Empires*. Chacun est une réflexion sur les questions fondamentales que nous posent les grands concepts politiques rattachés à la longue durée, celle des structures. *Hyperpuissance* est un concept récent, créé par Zbigniew Brzezinski (1997) et Hubert Védrine (1998). C'est l'occasion d'observer le regard d'un acteur sur l'évolution d'un concept auquel il a contribué. Cet exercice de réflexivité est probablement la dimension la plus marquante de cet ouvrage qui oscille entre plusieurs registres. Les personnes y sont également nombreuses, d'*Alexandre le Grand* et *Joe Biden* à *Zhen He* et *(Charles) Zorgbibe*, nous rappelant que toute science humaine et sociale est aussi fondée sur l'étude des individus, quelle que soit leur empreinte dans l'histoire.

Jean-Marc FEVRET

■ **Dima de CLERCK et Stéphane MALSAGNE, *Le Liban en guerre 1975-1990*, Paris, Belin, 2020, 476 pages, 26 euros.**

Cet ouvrage est une somme importante, au sens de sa dimension universitaire et du travail très fouillé dont il est issu. La guerre du Liban (1975-1990) a donné lieu à une littérature abondante, parfois politiste, souvent journalistique. Celle-ci a en général plus insisté sur les données événementielles et les micro-stratégies que sur les définitions de fond. La démarche est bien ici celle d'une historienne (Dima de Clerck) et d'un historien (Stéphane Malsagne) qui mettent en perspective une guerre qu'ils caractérisent d'abord par la multiplicité de ses facettes. Ils ont en priorité choisi de prendre en compte l'enrichissement et le renouvellement des analyses de ce conflit par les apports de la recherche depuis les années 2000. Le plan thématique permet une circulation aisée entre les différents chapitres qui naviguent entre : la périodisation, les dimensions du conflit armé, la vie ou la survie de la société, les structures politiques, les mécanismes de conflictualité à différentes échelles, et les différents bilans qu'on peut établir.

Le premier intérêt de ce projet, est de réaliser une mise au point, la plus complète possible, sur un sujet vaste et controversé. La difficulté d'un tel exercice tient à sa redéfinition constante par le biais de l'actualité libanaise, rythmée par autant de crises aigues. Le « mouvement libertaire » (Georges Corm) qui anime la société libanaise depuis le 17 octobre 2019, est ainsi rappelé dès les premières pages du livre. Les auteurs évoquent alors la question centrale posée par cette guerre et les crises récurrentes connues par le pays depuis, soit la difficulté ou l'impossibilité de la création d'un État moderne au Liban.

J'ai retenu de ce livre qu'il est une démonstration de ce qu'est une guerre charnière, autant dans l'analyse d'une fracture irréversible (Nadine Picadou et Georges Corm parlaient de la « déchirure libanaise »), que dans l'annonce de nouvelles configurations géopolitiques. Il y a un avant et un après « Guerre du Liban ». Celle-ci préfigure une grande partie des conflits ultérieurs, comme dans l'ex-Yougoslavie. Un autre élément à porter au crédit de cette étude est l'attention particulière portée aux acteurs (l'« icône du militant », les femmes combattantes, les enfants-soldats ...).

Pour terminer sur un point de débat, il m'a semblé que la fréquence de l'utilisation de l'expression de guerre civile, même relativisée et discutée, pose ici problème. Le Liban est un État-tampon et, dans ce genre de concept, ce sont souvent les facteurs externes qui prennent le pas sur les fissures sociopolitiques internes, qui s'en jouent. Ce travail n'en rend pas moins la complexité d'un conflit difficile à définir et devrait devenir une référence en la matière.

Jean-Marc FEVRET

MOYEN ÂGE

■ **Gabriel MARTINEZ-GROS, *De l'autre côté des croisades. L'Islam entre croisés et Mongols*, Paris, Passés composés-Humensis, 2020, bibliographie, cartes, chronologie, index, 300 pages, 23 euros.**

Grand connaisseur de l'Islam médiéval aux positionnements tranchés sur des sujets de haute incandescence, GMG, professeur émérite à Nanterre, est aussi un penseur de l'Histoire comme discipline et comme processus. Sa *Brève histoire des empires* parue en 2016 était une éblouissante réflexion sur le travail de l'historien d'aujourd'hui, posant au passé des questions à l'anachronisme inévitable mais fécond, et sur la philosophie de l'Histoire développée par un des plus grands esprits du Moyen Âge, Ibn Khaldûn, mort en 1406, théoricien des mécanismes de formation et de dissolution des empires, soit des forces motrices de l'histoire. L'ouvrage ici recensé fait suite à *l'Empire islamique* qui couvrait les VII^e-XI^e siècles et relate l'évolution des puissances musulmanes au temps des croisades. Appuyé, outre Ibn Khaldûn, sur les textes d'Ibn al-Athir, au tournant des XII^e et XIII^e siècles et de Maqrizi, élève d'Ibn Khaldûn, un récit dense en événements, en dates, en dynasties et en personnages présente les affrontements, les dynamiques et les rapports de force d'un point de vue si l'on peut dire « désoccidentalisé ».

Une première partie fournit une lecture khaldûnienne des recompositions et décompositions politiques ayant affecté l'Islam par cycles de 120 ans entre le début du XI^e siècle et la fin du XIII^e. Les bédouins (au sens large, puisque Normands, Berbères et Turco-Mongols sont tenus pour tels) se lancent à l'assaut (c'est *l'asabiya*) des sédentaires d'empire rentiers de l'impôt et désarmés par la « civilisation » qui finit par assimiler les vainqueurs bientôt confrontés à d'autres forces venues des marges. Mais cette « loi » connaît des exceptions. Il est des « invasions civilisées », menées par des guerriers inassimilables aux horizons également impériaux comme les Francs.

Une deuxième partie un peu moins limpide examine les visions d'Ibn al-Athir (mort en 1233) et de Maqrizi (mort en 1442) comparées avec celle de Machiavel avec lequel un dialogue un peu artificiel est mis en place. Étranger à la vision impériale des auteurs arabes, ce dernier donne un rôle dynamique au peuple « civique », entité absente de l'horizon des penseurs musulmans comme l'est l'art de la guerre qu'ils laissent à la vitalité brouillonne des tribus. Ibn al-Athir a néanmoins certains points communs avec le Florentin, comme l'importance de la ruse, des initiatives individuelles, de la contingence alors que la nécessité fait loi chez Ibn Khaldûn.

Si le mal nommé temps des croisades, échec fécond pour l'Occident, fut une période d'ébranlement pour l'Islam, ce ne fut précisément pas à cause des croisés, mais à cause des hordes mongoles. Entre 1219 et 1258, l'envahisseur venu des steppes, par ses terrifiantes dévastations, a causé une déflagration autrement plus considérable et marquante que les assauts de l'adversaire « franc ». De la chute de Bagdad entre ses mains exterminatrices, en 1258, résulta le déplacement vers l'Égypte du centre de gravité du monde arabo-musulman. Les envahisseurs bédouinisèrent les terres de haute sédentarité qu'étaient l'Irak, l'Iran ou l'Anatolie, devenus un vide central. Des réserves périphériques de combattants violents devaient sortir de nouveaux pouvoirs raffinés tels celui des Ottomans ou celui des Moghols de l'Inde dynastie fondée, début XVI^e s., par un descendant du terrible Tamerlan.

Une belle leçon de géopolitique historique, un bel exercice de décentrement des regards, dotée d'une puissance de synthèse remarquable permettant de remettre, du point de vue de l'Islam, les croisades à leur juste place, n'en déplaise à leurs admirateurs exaltés comme à leurs dénonciateurs redresseurs de torts.

Franck COLLARD

■ **Dany SANDRON, *Notre-Dame de Paris, Histoire et archéologie d'une cathédrale (XII^e-XIV^e siècle)*, Paris, Cnrs Éditions, L'Esprit des lieux, 2021, 354 pages, 114 illustrations, 1 planche hors-texte, 29 euros.**

Destiné à « comprendre les ressorts de ce rapport si particulier entretenu avec Notre-Dame » (p. 10), et qui s'exprima à nouveau après son incendie en avril 2019, cet ouvrage s'intéresse à la cathédrale, depuis sa mise en chantier dans les années 1160 jusqu'à la fin du XIV^e siècle, avec quelques incursions au XV^e siècle. Plans, photographies, reconstitutions abondent et sont des aides bienvenues, notamment pour suivre les descriptions de l'architecture et des programmes iconographiques. En l'absence d'une table des illustrations, des renvois explicites dans le corps du texte auraient été utiles. Grâce à une abondante bibliographie et au recours aux archives, l'histoire de l'architecture et de l'art s'intègre à une histoire politique, religieuse et sociale des hommes qui participèrent à la construction de la cathédrale, l'administrèrent ou la fréquentèrent.

Professeur d'histoire de l'art et d'archéologie, Dany Sandron s'intéresse au projet et à la construction de l'édifice – dont il décrit le chantier de façon détaillée – (I), puis à son fonctionnement (II). Dans sa quête d'exhaustivité, l'auteur mêle des descriptions parfois techniques de l'architecture, avec des passages plus généraux, comme des rappels utiles sur le déroule-

ment de la liturgie, les fêtes, montrant comment art et architecture s'articulent à la pratique religieuse et plus généralement aux usages du lieu. Le pluriel est ici nécessaire, tant les expériences de la cathédrale varient en fonction des groupes qui la fréquentent. Des fidèles à qui échappait la liturgie du chœur aux chanoines, en passant par les marguilliers, c'est tout un monde qui renaît des pierres de l'édifice. La vie de la cathédrale et du quartier cathédral est très bien reconstituée, de son fonctionnement institutionnel aux petits arrangements, au quotidien comme lors des jours de fêtes.

Tout en tirant partie de l'approche monographique qui permet d'exposer les différentes facettes de la cathédrale, l'auteur dépasse les limites du genre en ouvrant le propos à d'autres monuments et d'autres espaces : ses observations sont systématiquement comparées avec les données existant pour d'autres édifices religieux et l'influence religieuse et artistique de Notre-Dame étudiée à différentes échelles : la cité, le diocèse (III), et même le domaine royal et ses abords. Dans la quatrième partie, l'auteur aborde en effet la question des rapports entre Notre-Dame et la royauté (IV). N'ayant pas un rôle aussi déterminé que la cathédrale de Reims et la basilique Saint-Denis, Notre-Dame n'en était pas moins importante pour la royauté, sur plusieurs aspects. Dany Sandron le démontre de manière nuancée, toujours grâce au croisement des approches historique, artistique, architecturale qui caractérise l'ouvrage et, au terme d'une étude des ressemblances architecturales avec d'autres églises liées à la royauté, il formule l'hypothèse d'une implication de l'architecture religieuse dans la « définition de territoires politiques » (p. 314).

Il s'agit en définitive d'un bel ouvrage, pédagogique et stimulant, et qui, par ses nombreuses comparaisons, ses interrogations, sa démarche, s'adresse à un large public de passionnés comme d'historiens de métier, d'étudiants ou de professeurs.

Élisa MANTIENNE

■ **Christiane KLAPISCH-ZUBER, *Mariages à la florentine. Femmes et vie de famille à Florence*, Paris, EHESS-Seuil-Gallimard (coll. : Hautes-Études), 2020, 208 pages, 8 ill. en couleurs, 21,50 euros.**

Spécialiste reconnue de la Florence des XIV^e et XV^e siècles, de son cadastre et de ses maisons patriciennes, Chr. Klapisch-Zuber fait ici la synthèse de quinze de ses articles consacrés au mariage, institution centrale de la vie des grandes familles et outil de l'alliance entre elles. Elle s'appuie sur vingt-deux autres de ses publications. Ses sources sont principalement les *ricordanze*, livres de raison et histoires de ces maisons nobles. Le point de

vue est donc celui des pères qui les ont écrites à mesure de la naissance de leurs enfants, de leur mort précoce, de leurs mariages enfin. La voix féminine n'apparaît guère, dans ce qui paraît finalement un consensus universel sur le destin des jeunes Florentines du patriciat.

L'ouvrage suit les trois étapes de la vie féminine, en prenant appui sur les *ricordanze* et sur quelques récits de nouvelles, ces dernières quelquefois casées en force (comme la trop longue histoire du prénom Romolo).

C'est d'abord la préparation au mariage, qui unira la jeune fille à un homme du même milieu, extérieur à sa parenté et rigoureusement étranger à l'ensemble du lignage qui porte le même patronyme. Endogamie de classe, de quartier, exogamie de parenté, cette dernière étant la seule concession à la doctrine de l'Église. L'alliance, fondée sur la dot, est conclue devant le notaire – et non devant les fidèles et les prêtres – et le consensus, exigé par la doctrine catholique, est de pure forme. Elle est célébrée par un véritable triomphe, exposition du trousseau et banquet.

Après une année où la jeune épouse peut parader avec les vêtements et les bijoux qui expriment l'honneur des lignages, cette « richesse des femmes » lui est retirée, sa dot administrée par son mari, et le repli sur la maison imposé. Aucune activité professionnelle, aucune initiative économique. Même l'éducation des enfants que les épouses assument leur est contestée par les humanistes, méfiants envers les contes « de bonne femme » et les croquemitaines.

Les veuves, enfin, retrouvent non sans peine la gestion de leur dot qui leur assurera un moment de liberté de choix, la rédaction de leur testament. Peu d'entre elles se remarient ; la plupart assument ou partagent la tutelle des enfants, rassemblant des trousseaux, préparant des mariages et participant ainsi à la transmission des valeurs masculines.

Ce livre, riche de détails significatifs, quelquefois inattendus (les représentations érotiques au revers des couvercles de coffre, destinées à favoriser la conception de beaux enfants) ne veut pas présenter un modèle du mariage valable pour une société italienne diversifiée : la rigueur du système patrilinéaire qui domine le patriciat florentin contraste avec la souplesse vénitienne et la combinatoire de l'*albergo* génois. Son modèle n'est pas non plus celui des classes populaires florentines qui connaissent le travail, l'initiative économique et l'autonomie des femmes.

Henri BRESC

■ Yann POTIN, *Trésor, écrits, pouvoirs. Archives et bibliothèques d'État en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, Cnrs Éditions, 2020, préface de Patrick Boucheron, bibliographie, index, 271 pages, 25 euros.

Figure connue des débats historiographiques où il fait

entendre un iconoclasme parfois outrancier, le médiéviste et chartiste Yann Potin (YP) est de ces auteurs dont la lecture vous rend plus intelligent, *scripsit* Patrick Boucheron dans sa préface au volume. Il a consacré l'essentiel de ses recherches à la question des origines et de l'évolution de la Bibliothèque et des Archives nationales, où il officie. Son intuition séminale a été de les appréhender conjointement à partir du concept de « trésor », renouant en cela avec les conceptions en cours aux XIII^e et XIV^e siècles.

En attendant, peut-être, un ouvrage de synthèse, le livre recensé réunit onze études publiées entre 1999 et 2019. Précédés d'une courte introduction où YP relate l'histoire de sa recherche, les textes sont regroupés en trois thèmes. L'un concerne le Trésor du roi, abordé sous un angle anthropologique qui ne néglige pas ses dimensions idéologique et politique. Les « reliques » du pouvoir, à vocation perpétuelle, sont déposées et conservées au même endroit que celles de la Passion, à la Sainte-Chapelle du Palais, où Saint Louis avait aussi déposé ses livres ; la puissance d'accumuler les livres ou les pierres précieuses soutient celle de donner. Le deuxième thème regarde la « Librairie » du Louvre, autre trésor, de « sagesse » celui-là, dont les inventaires successifs réalisés entre 1380 et 1424 montrent la consistance hétéroclite (elle renferme aussi des objets comme un échiquier ou une corne de licorne) et les usages dynamiques. YP montre que le *Cabinet des manuscrits* de Delisle a transformé à tort les quatre inventaires contenus dans le ms. fr. 2700 de la BnF en un « catalogue » factice de la future Bibliothèque nationale alors que ce trésor, loin d'être institué, était le bien propre du monarque, sujet à des aliénations, mal gré qu'en eût la Chambre des comptes. La dernière partie présente une réflexion tout aussi pénétrante sur le Trésor des chartes, ce dépôt d'archives royales apparu en 1254 et dont YP reconstitue l'origine, décrit l'évolution, indique les héritages. L'archivage monarchique a obéi à des logiques assez flottantes (le Trésor des chartes fut concurrencé par d'autres instances d'archivage comme les cours souveraines) et relève d'un tri orienté par les besoins des moments. Mais il a été facticement érigé par le XIX^e siècle en un corps documentaire homogène destiné à alimenter l'histoire linéaire et progressive de l'État, rapportée dans l'inconscience des biaisements considérables induits par les conditions négligées de la mise en archive. Autre leurre archivistique plus ponctuel, les *Enquêtes de Saint Louis* tenues abusivement pour une archive religieusement versée par le pouvoir au Trésor des chartes afin de sacraliser sa politique de réforme, sont ramenées à leur juste place d'épaves entrées tardivement et fragmentairement dans le dépôt royal parce que le pouvoir n'en avait pas fait grand cas

sur le moment, contrairement à ce que dit toujours l'historiographie de Saint Louis. L'auteur produit aussi une suggestive réflexion sur les espaces monumentaux des archives d'État, lentement désacralisés au cours du XIX^e siècle.

Au total, un riche recueil, fournissant une autre intelligibilité à la « Librairie » du Louvre et au Trésor des chartes, pour le plus grand profit du lecteur ainsi dénié. Dans ce trésor aux multiples pépites, on signalera pourtant la présence de quelques regrettables impuretés orthographiques et chronologiques : « remords » écrit toujours sans s, « quoi qu'il en fût » écrit sans marque du subjonctif et sans séparer quoi et qu'il ; dates interverties des réunion à la Couronne des comtés de Toulouse et de Champagne ; enfin, injuste imputation à la « jeune république italienne » de l'exil du pape au Vatican, bien antérieur à sa naissance.

Franck COLLARD

RÉVOLUTION ET EMPIRE

■ **Hervé LEUWERS, *Camille et Lucile Desmoulin*, Fayard, Paris, 2018, 444 pages, illustrations, sources et bibliographie, index des noms, 25 euros.**

L'histoire a retenu le nom de Camille et Lucile Desmoulin mais n'a guère retenu de leur action que des images : Camille au Palais royal le 12 juillet debout sur une table appelant le peuple parisien à l'insurrection, le journaliste, souvent occulté par l'*Ami du Peuple*, un couple amoureux succombant sous les coups de l'ami de toujours, ivre de vertu, drame romantique s'il en est. Et si l'on rendait à Camille, inséparable de Lucile, sa place dans la Révolution ? C'est la tâche que s'est assigné Hervé Leuwers, professeur à l'université de Lille, auteur d'une remarquable biographie de Maximilien Robespierre, ce qui garantit, sinon une objectivité qui est de l'ordre du mythe, du moins une connaissance fine de l'histoire croisée des deux hommes, et donc un refus des parti pris simplistes.

Ouvrant son ouvrage et le concluant sur l'œuvre d'un jeune parent de Camille Desmoulin, Marcellin Mathon, avocat de son état, qui a sauvé sous la Restauration, et la mémoire de Camille, et une partie des archives dont des récits, archives « orales », Hervé Leuwers place son travail sous le signe de la relativité des regards de l'historien. Si les pièces des dossiers évoluent peu, la façon de les interroger est sans cesse en mouvement. La première originalité de cette biographie croisée est de faire toute sa place à Lucile, effet des préoccupations de notre époque, les *Gender studies* sont, et c'est heureux, passées par là. Sans doute, la

dimension d'homme public de Camille fait que l'on est plus informé sur son action que sur celle de Lucile, elle n'a d'ailleurs pas prétendu jouer, contrairement à Madame Roland, un rôle direct dans les affaires du pays, mais la lecture de sa correspondance comme de son journal, nous montre une révolutionnaire déterminée, qui réfléchit au maelström révolutionnaire et prend parti. Loin d'être seulement la « douce Lucile » elle est pour son époux une compagne militante, qui l'appuie dans ses décisions, lui donne la stabilité nécessaire à demeurer libre. Qu'elle ait passé ses derniers jours à attendre la mort en compagnie de Marie Hébert en bonne intelligence, en dit beaucoup sur un caractère aussi modéré qu'indomptable.

C'est un semblable recours à la correspondance de Camille Desmoulin, en particulier celle qu'il entretient avec son père, qui permet à l'auteur de tracer le portrait d'un jeune homme de petite bourgeoisie provinciale, adonné avec brio à l'étude mais aux ambitions de poète affirmées tout en demeurant disciple de Cicéron, devenu avocat en attendant mieux. Tout en rimant pour Mme Duplessis, la mère de Lucile mais il finit par tomber amoureux de la fille, il plaide plus à Guise qu'à Paris, espère beaucoup d'une affaire criminelle, échoue à se faire élire député aux États Généraux. Un jeune homme doué, au caractère enjoué, voulant se faire sa place au soleil sans l'âpreté d'un Rastignac, amoureux entêté, prêt, la haine des rois lui est une boussole, à participer à l'aventure révolutionnaire. On l'a évoqué, il s'y engage précocement, se fait vite remarquer par ses dons de pamphlétaire, s'inscrit vigoureusement dans le courant patriote en mettant au-dessus de tout la liberté et construit avec détermination celle de la presse, pour lui garante de toutes les autres. Le voici donc rédacteur unique des *Révolutions de France et de Brabant*, la passion du journalisme ne le quittera plus. Le succès est immédiat, la méthode Desmoulin, se mettre tout entier dans ses écrits, être piquant, avoir le sens de l'humour sans ignorer l'invective, y est pour beaucoup. Actif au district des Cordeliers, bientôt membre des Jacobins, proche de Robespierre, son ex-condisciple à Louis-le-Grand, de Danton, de Fréron, de Marat, de Loustalot mais aussi de Mirabeau, il est, au cœur de l'action, un homme qui compte. Enfin marié à la fin 1790, il est au comble du bonheur, à ces noces assiste le gratin des patriotes, de Mirabeau, Barnave et les Lameth à Pétion, Brissot, Mercier, Robespierre et Danton, des patriotes une dernière fois rassemblés.

La Révolution désormais s'emballe, Camille en sera une des voix, seul Marat, dans un autre style, mais avec la même conviction que « sans liberté de la presse il n'est pas de liberté », se placera au même niveau, celui d'un ministre de la parole, écrite, dont Hébert sera

le contrepoint. On sait le déroulement de l'histoire, dont Camille est un acteur déterminé, la fuite du roi, la pétition du Champ-de-Mars dont il est l'un des rédacteurs, le 10 août et la chute de la monarchie, il en fut un des organisateurs et un des acteurs. Élu député à la Convention, la République proclamée et la menace étrangère stoppée, Camille relance son journal tout en s'engageant dans le courant montagnard. Il approuve l'élimination des Girondins dont il dresse dans *L'Histoire des Brissotins* le réquisitoire. La suite est connue, les fractures à l'intérieur des Montagnards d'abord avec les exagérés qui se réclament du peuple dans sa dimension sociale, puis avec ceux qui se réclament toujours du peuple dans sa dimension démocratique dont Camille est, avec *Le Vieux Cordelier*, le porte-voix ; ne reste plus, après l'exécution des uns et des autres, qu'une coalition centriste appuyée sur un appareil d'exception, le Gouvernement révolutionnaire du Comité de salut public qui, à son tour, s'écroule le 9 thermidor.

Dans les tempêtes, Camille est resté ferme sur les principes, pas de liberté sans liberté de la presse et pas de liberté de la presse si, par opportunisme, on accepte un instant de se soumettre, de ne pas publier. Son « Brûler n'est pas répondre », adressé à Robespierre résume cet engagement. Cette apparence d'aveuglement à ses intérêts propres ne doit rien à la confusion. Camille est lucide, il prend le risque de la guillotine en toute connaissance de cause même si, comme tout homme heureux, il espère que cela n'advient pas. Il n'est pas le faire valoir de Danton, comme parfois la vulgate de l'histoire de la Révolution a essayé de le montrer, mais après Marat, en d'autres circonstances, un martyr de la liberté de la presse. Cette fermeté d'un esprit aimable, quand tant de fiers à bras allaient de palinodie en palinodie, tient sans doute à une sorte de scepticisme heureux en la nature humaine, peu compatible avec la logique de la terreur et la vertu. Son goût de la raillerie, si éloignée des envolées de Barère, de la rhétorique implacable de Robespierre, des fulgurances un peu mystiques de Saint-Just, qui ne pardonna pas une égratignure, en témoigne, ainsi que sa capacité à distinguer chez l'homme politique l'homme du politique ; il resta fidèle à son admiration pour Mirabeau dont il conservait chez lui un portrait bien après que l'on eut sorti le corps du tribunal du Panthéon. Cette distance avec le prêt à penser révolutionnaire se révèle lorsque, qu'évoquant un incident à la Convention, il écrit à propos du général Dillon : « *Cependant ce n'était point en faire un homme à part et une exception ; c'était au contraire le mettre dans la règle générale et le ranger dans l'espèce humaine. Tels sont les hommes qui presque tous ne sont ni du côté droit, ni du côté gauche, mais du côté de leur goût, de leur intérêt, de leur ambition* ». Ce qui frappe ici est la modernité de la maxime, même si

on peut l'enraciner dans la pensée du XVIII^e siècle, et son profond décalage avec le discours révolutionnaire volontiers emphatique. Pour avoir trop connu la nature humaine sans en désespérer, cet homme de courage, aux amitiés solides, dont celles de deux républicains alors bien trempés, le futur thermidorien Fréron et le futur Maréchal Brune, n'échappa pas aux idéologues, qui firent bonne mesure en faisant exécuter Lucile.

En redonnant à Camille Desmoulin et à Lucile leur place dans la Révolution française, en montrant que celle-ci ne fut pas qu'une histoire de politiques mais se construisit autour de la liberté de la presse et que les journalistes les plus engagés dans le processus révolutionnaire, Marat, Hébert, Desmoulin, payèrent de leur vie leur volonté d'exercer un pouvoir que n'avait pas prévu Montesquieu, Hervé Leuwers montre, s'il était besoin, que la biographie demeure en histoire un genre majeur.

Michel CADÉ

■ **Louise-Emmanuelle de CHATILLON et Grace DALRYMPLE ELLIOT, *Captives sous la Terreur, Le Temps retrouvé*, 353 pages, 2021, 11,50 euros.**

Louise-Emmanuelle (1763-1814) est princesse de Tarente par son mariage avec Charles-Bretagne-Marie de la Trémoille et dame d'honneur de Marie-Antoinette depuis 1785. De son côté, Grace, beauté qui inspira le pinceau de Gainsborough, a divorcé de John Eliot. Elle s'établit à Paris en 1786, car elle est l'amie de duc d'Orléans. Toutes deux, la première par attachement à la souveraine et la seconde par les fréquentations qui sont les siennes, sont liées à l'Ancien Régime, même si une divergence existe entre elles, Louise-Emmanuelle adhère à l'absolutisme royal, alors que Grace est davantage portée vers les idées libérales. Il n'est donc pas étonnant de les retrouver en prison sous la Terreur, tout en échappant à la guillotine.

Leurs témoignages racontent les premières années de la Révolution, rythmées par les principaux événements, en particulier le 10 août 1792, leurs arrestations, la vie dans les prisons et leur libération. Écrits à postériori, l'historien, malgré cette réserve, a grand plaisir à tourner les pages de ce livre de poche, surtout que Grace livre un récit nourri à la façon des romans d'aventure. Je conseille la lecture de ce livre à tous ceux et celles que la Révolution intéresse, ils y trouveront, surtout dans celui de Grace, un témoignage qui vient remplir les vides de la Grande Histoire.

Bruno BENOIT

■ **Jean-Philippe REY, *Les hommes de Bonaparte, La conquête du pouvoir 1793-1800*, Perrin, 315 pages, 2021, 22 euros.**

Jean-Philippe Rey nous offre ici un livre original et agréable à lire sur les hommes, mais aussi sur quelques femmes (Letizia Bonaparte, Joséphine, Madame Tallien...), qui ont accompagné Bonaparte dans sa conquête du pouvoir. L'auteur, un bon connaisseur de la période comme en témoignent plusieurs ouvrages sur Napoléon Bonaparte, tant dans une approche nationale que locale, puisqu'il a travaillé sur Lyon sous le Consulat et l'Empire. Ce livre est clair dans sa démarche, ce qui est une marque de fabrique de l'auteur, et bien documenté sur le fond. Les six premiers chapitres mettent successivement en lumière, et ce de façon chronologique, les premiers compagnons, les membres de la famille, ceux de la campagne d'Italie, les administrateurs, les Égyptiens et les conjurés de Brumaire. Les 240 noms cités dans l'index ne constituent pas, bien évidemment, les personnalités qui méritent l'appellation « hommes de Bonaparte », mais ce sont tous ceux et celles qui, à un moment, durant les années 1793-1800, ont croisé son chemin. Parmi ceux qui ont occupé une place plus importante que d'autres, citons Arnault, Berthier, Joseph et Lucien Bonaparte, Fouché, Kléber, Lannes, Marmont, Monge, Murat, Roederer, Sieyès, Talleyrand...

Le dernier chapitre, le septième, mérite un éclairage particulier, avec son titre « À eux, l'épilogue heureux » de Brumaire. Heureux pour les gens d'affaires, les militaires, les amis de l'ordre, les acteurs de la réconciliation nationale, mais l'auteur s'interroge aussi pour savoir si Brumaire est heureux pour les libertés publiques, le droit de vote, bref pour la France et les Français. Au lecteur d'établir son jugement sur Napoléon Bonaparte et de s'interroger, s'il avait vécu à cette époque, pour savoir s'il aurait accompagné Bonaparte dans sa conquête du pouvoir.

Bruno BENOIT

■ **Alain FREREJEAN, *Napoléon face à la mort, L'Archipel*, 283 pages, 2021, 209 euros.**

L'année 2021, celle du bicentenaire de la mort de Napoléon, est riche en publications sur le personnage. Il faut quand même, dans le foisonnement de parutions sur le sujet, trouver un angle d'approche original, si l'on veut se démarquer des publications, essentiellement biographiques, tel est le cas de ce livre. Certes, nous tous, nous nous interrogeons sur le sujet : « Qu'est-ce qu'il y a après la mort ? ». Cette question, Napoléon se la pose le 1^{er} mai 1821 à Sainte-Hélène et répond : « Qu'il n'y a rien après ». Il meurt le 5 mai !

L'ouvrage se compose de neuf chapitres où sont évoqués, je cite, « Un chevalier sans peur... et sans remords », « Un cache-cache avec la mort », mais aussi « Ses anges gardiens », « Ses masques »... Un chapitre

s'interroge pour savoir si Napoléon était chrétien. Le chapitre sur le séjour à Sainte-Hélène s'intitule, et ce sans surprise, « Une mort lente ». Le dernier chapitre, intitulé « L'au-delà » traite de la mémoire qui accompagne le nom de Napoléon après sa mort et ce jusqu'à aujourd'hui, puisque le président Macron s'est vu obligé d'évoquer, le 5 mai 2021, le bicentenaire de sa mort.

Ce livre n'est pas un grand livre d'Histoire, mais une suite d'anecdotes sur le personnage, avec cette dimension hagiographique qui malheureusement accompagne beaucoup de livres sur Napoléon. La préface hyper courte de Jean Tulard est sûrement là pour chercher à donner de la crédibilité historique à l'ouvrage.

Bruno BENOIT

■ **Sudhir HAZAREESINGH, *Toussaint-Louverture, Paris, Flammarion, 2020. 490 pages, chronologie, cartes, index et notes de fin de volume (75 pages), 29 euros.***

Les biographies de Toussaint-Louverture sont en passe de rejoindre, pour la période révolutionnaire, celles de Napoléon, La Fayette, Robespierre, ou Marie-Antoinette. Que peut donc apporter de neuf celle-ci, qui se place après Victor Schoelcher, C. L. R. James, Aimé Césaire, Pierre Pluchon, ou Jacques De Cauna, pour ne retenir que les plus marquantes ?

La construction méthodologique de l'ouvrage laisse perplexe. Sous prétexte de rendre compte des innombrables contradictions – bien réelles – du personnage, avec l'ambition de saisir la trace d'un « héros de notre temps », pour reprendre l'intitulé du dernier chapitre, l'auteur juxtapose deux démarches parfaitement antithétiques. L'une relève du nationalisme héroïque, campant la statue d'un chef charismatique, adepte d'un « républicanisme guerrier de la fraternité, multiracial et égalitaire », pour reprendre les termes d'une recension rapide et complaisante. L'autre relève de la démarche historique, appuyée sur un travail d'archives conséquent, mais qui, à quelques exceptions près, comme les fonds britanniques, ont déjà été bien explorées. Sous la plume d'Hazareesingh, Toussaint est un révolutionnaire conséquent, un héros des trois mondes (France, Antilles, Afrique). Cette posture héroïque est juxtaposée à un récit documenté qui contredit généralement un portrait globalement positif.

Or, les faits sont têtus. La période la mieux documentée de la carrière de Toussaint-Louverture est celle de son gouvernement, soit les années 1796-1801. Les périodes antérieures, celles qui précèdent la Révolution, et celle de l'ascension vers le pouvoir personnel (1791-1796) sont plus rapidement explorées, et n'offrent pas de perspective originale, reprenant les travaux de Gabriel

Debien, de Jacques de Cauna, de Jean-Louis Donnadiou.

Les décisions prises sous le gouvernement louvertureurien seraient inspirées par un républicanisme intransigeant, et un syncrétisme tropical. C'est passer un peu vite sur toute la période où il est au service de l'Espagne, très absolutiste et très catholique. Après son ralliement à la France républicaine, le récit laisse l'impression que toutes les victoires du camp républicain, toutes les tactiques employées, sont le fait du seul Toussaint. Or, aussi important que soit le corps d'armée qu'il commande, il n'est qu'une division de l'armée coloniale de Saint-Domingue issue de l'amalgame réalisé par Laveaux entre les troupes noires et les troupes européennes placées sous son commandement.

La République est certes fondée sur l'équilibre des couleurs ; mais cette dimension multiraciale est minée par le ressentiment exprimé à maintes reprises par Toussaint à l'encontre des mulâtres, la façon impitoyable avec laquelle il va conduire la sanguinaire guerre du Sud contre son rival, le mulâtre Rigaud.

Quant à l'égalité, le caporalisme agraire renforcé par le règlement de culture du 12 octobre 1800, qui attache les cultivateurs à leur ancien domaine, n'a rien d'une utopie égalitaire. Ce travail forcé est le fondement d'une citoyenneté profondément inégalitaire, les militaires (avec les colons revenus d'exil) étant les seuls véritables citoyens actifs. Toussaint ne voulait pas d'une citoyenneté égalitaire, telle que définie par la loi du 12 nivôse an VI (1^{er} janvier 1798) qui, en fondant nouveaux départements d'outre-mer, avait élargi la citoyenneté à tous les habitants de ces départements, quel que soit leur statut. L'autonomie souhaitée par le régime louvertureurien, est l'inverse de cette isonomie républicaine (égalité devant la loi par continuité territoriale.)

Le commandant suprême est un fidèle zélé du culte catholique le plus traditionnel, au point de passer pour bigot chez nombre de ses adversaires fermement républicains. Rien n'atteste une quelconque allégeance au culte vaudou. Or cette allégeance lourdement appuyée, qui n'est étayée par aucun document probant, est omniprésente dans l'ouvrage. Bien au contraire, les campagnes menées sous le gouvernement de Toussaint pour éradiquer le vaudou et ses adeptes sont, elles, bien réelles et bien documentées.

Les nombreux responsables qui se montrent critiques envers la personnalité ou l'action du gouverneur, sont systématiquement dévalorisés, et traités avec un mépris qui interroge sur la méthodologie de cette entreprise d'héroïsation : ainsi Sonthonax, le véritable maître d'œuvre de l'abolition de l'esclavage en 1793, est

qualifié de « professeur commissaire », et on ne voit pas du tout ce qui autorise l'auteur à affirmer qu'« il n'a que dédain pour les Noirs » (p. 153).

En bref un essai qui n'est guère convaincant, qui ne remplace pas les biographies classiques précédemment mentionnées.

Bernard GAINOT

FRANCE XIX^E — XX^E S.

■ **Myriam TSIKOUNAS, *Le Monde de Mathilde Femme savante et criminelle*, Georg Éditeur, Genève, 2021, 287 p., 19 euros.**

Professeure émérite à l'université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, Myriam Tsikounas est à la fois une historienne des représentations, du cinéma et de la télévision, du crime. Dans *Le Monde de Mathilde Femme savante et criminelle*, elle conjugue ses intérêts pour nous donner une remarquable étude qui s'inscrit dans la micro-histoire illustrée par Carlo Ginzburg et, plus près de nous, par Alain Corbin dont elle est proche.

C'est en travaillant sur un ouvrage consacré à la série télévisuelle *En votre âme et conscience* qu'elle croise *L'Affaire Frigard*, une affaire criminelle de la fin du Second Empire qui avait connu un certain retentissement à l'époque et avait, plus tard en 1930, été le sujet d'un ouvrage exploitant les aspects spectaculaires de l'affaire. Le dossier, réveillé par la télévision en 1966, sembla à l'auteure mériter d'être rouvert dans une perspective historique contemporaine. Elle entreprit un travail de recherche considérable pour sortir au soleil de Clio celle qui, si elle n'était pas une inconnue de l'histoire, en était bel et bien une oubliée, Mathilde Frigard née Lebois. On imagine souvent mal le labeur que nécessite la mise en lumière de personnages qui n'ont occupé qu'un court moment la scène de l'histoire. En l'occurrence, ici seul le procès est réellement documenté, reste à restituer un avant, qui peut aider à comprendre la mécanique du crime, et un après, qui permet de restituer un destin singulier et d'ailleurs quelque peu romanesque. Il faut jongler avec les dépôts d'archives afin de leur arracher des fragments minuscules, se plonger dans les délices de *Gallica*, tirer des fils qui s'avèrent souvent décevants mais permettent parfois de reconstituer des fragment entiers de la tapisserie, toujours incomplète, qu'est chaque ouvrage historique, se nourrir de tout ce qui fait contexte, de l'ordinaire des repas aux jeux des enfants, en passant par les sociabilités qui construisent les groupes humains et déterminent, pour partie, les individus. Dans cette capacité à interroger l'événement pour lui donner sens, Myriam Tsikounas excelle. Elle entraîne le lecteur à sa suite et, d'une écriture élégante, sans afféteries ni jargon, chose hélas rare, le plonge, au prétexte d'un procès

criminel, dans les coulisses parisiens et provinciaux de la « fête impériale », ce moment décisif de la révolution industrielle en France.

Divisé en trois parties, chacune accompagnée d'un court point sur les sources utilisées, *Le Monde de Mathilde*, offre trois points de vue sur le parcours de vie de l'« héroïne ». Le premier évoque les faits qui l'ont conduite devant la cour d'assises de Melun, le crime ayant eu lieu en forêt de Fontainebleau. Loin de se contenter de paraphraser les éléments à sa disposition, l'auteure les interpelle, souligne les failles et les ambiguïtés de l'enquête, les partis-pris de l'instruction et de la cour, nous offrant un saisissant portrait des méthodes de la police et de la justice à la fin du Second Empire comme de l'hypocrisie gourmande des moralistes du temps. Après sa condamnation, Mathilde avouera son crime.

La deuxième partie explore la vie avant le procès de Mathilde Frigard/Lebouis, une enfance euroïse dominée par la figure d'un père officier de santé puis médecin, un brin mythomane, pas réellement intégré à la bourgeoisie sans en être exclu. La fillette, et plus tard la jeune femme, a reçu de ce père une teinture scientifique et peut-être un peu plus, elle a des connaissances en physiologie et s'intéresse au magnétisme, une mode de son temps largement partagée, qu'on pense à Victor Hugo. Elle épouse un parent aisé, bientôt malade, qu'elle supplée dans son activité de producteur et marchand de soieries à Caen. Des engagements maladroits, un syndic de faillite peu honnête, déclassent la famille. Mathilde essaie de retrouver son rang, le crime ne parviendra pas à le sauver. Les analyses de la société provinciale des années 1860, au prétexte d'un fait divers, sont remarquables et permettent d'entrer de plein pied dans l'univers d'une classe d'entrepreneurs entre réussite et échec.

Le final s'intéresse au destin de Mathilde, de la Conciergerie à la maison d'arrêt de Fontainebleau puis à la maison d'arrêt de Melun avant de purger sa peine à Auberive en Haute-Marne et de disparaître. La « femme Frigard », qui au passage a eu une fille, morte rapidement, d'une liaison mal documentée à Melun, devient une détenue exemplaire, qui suscite l'estime de ses gardiens et gardiennes et au-delà de l'archevêque de Langres et, surtout, d'un officier Alsacien, le commandant Sinn, qui enseigne le dessin à la Maison centrale. Celui-ci finira par s'occuper du fils de Mathilde, Paul, qui lui restera lié. Sans doute Mathilde qui est riche, elle a hérité de sa mère décédée en 1874, a-t-elle arrangé la chose. En 1879 sa peine de perpétuité est commuée en 10 ans supplémentaires mais, à la fermeture de la Maison centrale en 1883, elle s'« évapore ». L'auteure pense, quelques pièces à l'appui, qu'elle a pu rejoindre son fils, qui a fait une belle carrière, et jouer son rôle de grand-mère. Si nous ne perdons jamais la trace de Mathilde, cette partie est une passionnante descente dans les tréfonds d'une maison centrale pour femmes et de son quotidien.

Cet ouvrage montre magistralement que l'histoire des femmes n'est pas d'abord une question idéologique mais pleinement historique, rappelle que le terrain de la micro-histoire est essentiel pour une connaissance fine du passé, et constitue pour les enseignants une source multiple à tous les niveaux.

Michel CADÉ

■ **Marion BOULES TREAU et Tanguy PERRON (dir.), *Grands soirs et beaux lendemains 1945-1956, le cinéma militant de la Libération et de la Guerre froide, Ciné-archives, 2017, livret 135 pages, coffret deux DVD 6 heures, 29 euros.***

Cet ouvrage à double entrée s'inscrit dans l'effort remarquable fait par Ciné-archives, qui gère le fonds audiovisuel du Parti communiste français, pour mettre à la disposition de tous les films dont il assure la conservation. Avec le présent coffret, ce sont quatre séries de films mises à la disposition d'un large public de chercheurs, d'enseignants et de militants bien sûr. Le premier ouvrage publié en 2015 chez « Les mutins de Pangée » fut consacré au cinéma de *L'humanité* titré *La terre fleurira*. Le coup d'essai s'étant avéré fructueux, Ciné-archives se fit éditeur, publiant en 2016 un coffret consacré au cinéma militant du Front populaire sous le titre générique *La vie est à nous*, puis, en 2017, deux titres, l'ouvrage dont il est ici question et *Vivre à Ivry*. Le concept qui a présidé à l'édition de cet ensemble est d'associer aux images des films un livret d'une centaine de pages les remettant dans leur contexte, points de vue d'historiennes et d'historiens du cinéma. Ainsi le non spécialiste, élève, étudiant, curieux, possède, non un commentaire de ce qu'il voit, ce serait superflu, mais une sorte de vade-mecum qui lui permet de se situer dans le flot des images, d'en comprendre l'enracinement chronologique, d'en mesurer le poids historique.

Dans le cas qui nous importe ont été convoqués les meilleurs spécialistes du mouvement ouvrier : Michel Pigenet, pour la place du PCF dans la formation sociale et politique française lors de la Libération ; Roger Martelli, fort de sa double expérience d'historien et de politique, pour la Guerre froide ; Danielle Tartakowsky, pour la culture communiste de la manifestation ; Paul Boulland, pour l'activité militante et ses arcanes ; Alain Ruscio pour l'engagement, parfois timide puis déterminé, du PCF dans l'anticolonialisme. Tanguy Perron et Pauline Gallinari s'attaquent à l'aspect plus directement lié au cinéma des films présentés : le premier s'intéresse à l'engagement de la CGT dans le festival de Cannes débutant et à un film culte du mouvement ouvrier, *La grande lutte des mineurs* attribuée à Louis Daquin (1948) ; la seconde met en valeur la fonction de producteur de films du PCF, résumant avec une grande clarté sa thèse, et tire de l'oubli les conditions de production comme de réalisation d'un film témoignant d'un regard différent sur le monde colonial, *Terre tunisienne* de Jean-Jacques Sirkis et Raymond Vogel

(1951). Deux témoignages viennent donner à cet ensemble les couleurs du temps : ceux de Bertrand Tavernier et Achille Blondeau, ancien Secrétaire général de la Fédération des travailleurs du sous-sol PCF. Cette contextualisation des films est complétée dans les DVD par des interventions, des « décryptages » qui s'apparentent un peu à des leçons de cinéma, dus à Michel Pigenet, Alain Ruscio, Paul Boullard, Serge Wolikof et Danielle Tartakowsky. Si le spectateur peut à l'évidence se faire sa propre opinion, il n'est pas laissé seul face à la polysémie des documents qui, comme le souligne Michel Pigenet, peut entraîner des lectures faussées lorsqu'elles sont hors contexte,

Ce coffret, grâce à la circulation qui peut s'établir entre les analyses historiques, les mises en contexte et les documents dans leur brutalité, évite les emplois abusifs qui pourraient en être faits. Loin d'ajouter de la propagande à la propagande, il propose des instruments d'interprétation que l'on peut compléter avec les indications cinématographiques et bibliographiques données en fin d'ouvrage. Surtout, ses auteurs se refusent à l'utilisation simplement illustrative des documents audiovisuels mais encouragent à en analyser les moyens comme les buts. L'enthousiasme de la Libération, les méandres de la Guerre froide, le système des manifestations de rues, la construction d'un anticolonialisme populaire, avec, entre autres, la figure d'Henri Martin, peuvent se lire dans ces images, pourvu qu'on n'ignore pas ceux qui les font. Bien des leçons sur les sujets retenus par les auteurs pourraient les prendre comme point de départ. En tout état de cause, cet ensemble de films de « propagande » est aussi une magistrale introduction à l'histoire des représentations, qui pour avoir conquis son droit de pâturer dans les prairies de Cléo, demeure encore un peu en marge du noble art de l'histoire. En tout cas merci à Ciné-archives de lui fournir du grain à moudre.

Michel CADÉ

HISTOIRE DE L'ÉDUCATION

■ François HARTOG, *Confrontations avec l'histoire*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 2021, index, 362 pages, 9,70 euros.

Le dernier livre de François Hartog réunit des textes soit inédits soit déjà publiés en France ou à l'étranger et pour la plupart retravaillés afin de mettre en valeur leur unité conceptuelle. En vérité, cela n'était guère difficile tant il apparaît au fil des pages que le régime d'historicité et les expériences du temps (et de son accélération contemporaine) sous-tendent les différents registres des confrontations avec l'histoire qui nous sont proposés ici, depuis le face-à-face inaugural – et pour tout dire magistral – entre le prophète biblique et l'historien antique jusqu'à la lettre que l'auteur adressa à Pierre Michon en 2017 à la suite

de la lecture de son roman *Les Onze*. De fait, les historiens n'ont jamais eu le monopole du discours réflexif sur l'histoire et la mise à distance de son objet. Depuis toujours, l'histoire est incessamment interpellée, critiquée, voire récusée, par des auteurs qui ne sont pas des historiens de métier mais des philosophes, des sémiologues, des essayistes, ou bien encore des romanciers, des sociologues, des anthropologues... dont la « pratique d'un regard éloigné », sans la remettre en question dans son principe, autorise le questionnement de son évidence, ou, si l'on préfère, de son contrat fondateur : « dire ce qui a été ». Le propos de François Hartog est donc de montrer comment les interventions de ceux qu'il appelle – avec quelque malice ? – des « outsiders », parmi lesquels Aristote, René Char, Albert Camus, Jean-Paul Sartre, Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes, Michel Foucault – furent, par leur retentissement dans la sphère intellectuelle, des points de repères épistémologiques essentiels. Le primat si résolument accordé à la seconde moitié du XX^e siècle ne saurait surprendre. Alors que l'histoire jusque-là résolument campée dans le domaine de la rhétorique revendique un positionnement scientifique, l'essor du *linguistic turn* renouvelle en profondeur la question de ses relations avec la fiction : l'histoire dit-elle le vrai et, plus encore, peut-elle le dire ? L'exposé des termes de ce débat (désormais apaisé) accompagne d'autres mises en perspective tout aussi stimulantes. Le génie de l'histoire et sa plasticité lui permettent en effet d'user de concepts qu'elle n'a pas forgés elle-même – ainsi, par exemple, l'altérité, le simultané du non simultané (ou, comme il est utilement précisé au lecteur, le télescopage de deux temporalités hétérogènes) mais aussi de se confronter avec des expressions du présentisme en développant des discours autonomes sur des institutions ou des objets, tels le musée et le patrimoine. En somme, la conscience de ces multiples confrontations et de leurs apports à sa démarche propre aide l'historien à diagnostiquer le présent pour mieux à armer ses contemporains face aux défis d'un futur immédiat que l'on sait périlleux. Le lecteur gagnera aussi, une fois n'est pas coutume, à s'attarder sur la couverture, véritable propédeutique aux vastes perspectives dessinées par l'auteur, afin de s'interroger lui-même sur l'interprétation à donner de *l'Angelus Novus* de Paul Klee que Walter Benjamin perçu, pour sa part, comme la représentation très ressemblante de l'Ange de l'Histoire.

Marc VIGIÉ

■ Hervé JOLY, À Polytechnique. X 1901. *Enquête sur une promotion de polytechniciens de la Belle Époque aux Trente Glorieuses*, préface d'Antoine Compagnon, Flammarion, 2021, 438 pages, 23,90 euros.

Comme il est précisé d'emblée, ce livre n'est pas une nouvelle histoire de l'École Polytechnique, quatre décennies après celle de Terry Shinn (*L'École polytechnique. 1794-1914*).

Savoir scientifique et pouvoir social, FNSP, 1980, 261 pages), pas non plus une suite de « fiches » sur les 180 élèves de la promotion 1901 et pas davantage une histoire événementielle du devenir de ces élèves après leur sortie de l'École. L'étude, qui a brassé très méthodiquement toutes les sources possibles (et Hervé Joly s'est fait avantagement connaître depuis vingt ans par des livres historiques et des directions d'ouvrages sur les entreprises, le patronat et l'industrialisation), est présentée thématiquement, autour de quatre pôles, les études, les carrières, le statut social et « la traversée du siècle » par ces 180 Polytechniciens. Certes, mais l'auteur ne s'interdit pas d'évoquer les promotions antérieures à 1901, voire les suivantes, ce qui donne une intéressante profondeur historique au travail, avec deux seuls dérapages. Le premier se situe dans le chapitre sur le sport, où faute de mieux Hervé Joly s'étend sur des « fiches » trop postérieures sans comprendre qu'il fallait au contraire centrer sur l'alpinisme au sein duquel les Polytechniciens sont très nombreux (je l'explique et dois en citer dix dans mes *Alpinistes...*) ; le second concerne la bataille des Alpes en juin 1940 pour laquelle il fallait relater les célèbres et minutieux calculs de balistique, faits et refaits en fonction de la densité et de l'humidité de l'air, qui ont permis de mettre hors de combat le très menaçant fort italien « des nuages », le Chaberton. Très peu de coquilles, de nombreuses notes, rejetées en fin de volume (32 pages !), une bibliographie, courte grâce à l'abondance des notes. La page de couverture interroge : « Ils étaient l'élite de la Belle Époque. Qu'ont-ils accompli ? » : quant à l'essentiel, Hervé Joly nous fait très heureusement goûter à la « pâte humaine » de ces 180 (et plus) Polytechniciens, avec leurs années de casernement et de labeur sur la Montagne Sainte-Geneviève, leur « longue marche vers le succès », leur si important classement de sortie, leur mariage et leurs enfants. Notre historien fait traverser le siècle aux Polytechniciens : que deviennent les juifs après l'affaire Dreyfus ? Que sont, que font, les « X » dans le maelström de la guerre de 1914 et, bien davantage, de la Deuxième Guerre mondiale ? Le lecteur appréciera tout particulièrement la chaotique carrière d'Édouard Hinstin, la notoriété de Darius Paul Bloch (1882-1969), qui deviendra *Chardasso* dans la Résistance puis Dassault comme son frère Marcel, l'échec au concours de Louis Breguet, les statistiques de Léopold Dugé de Bernonville (1881-1962) et divers meurtres (eh oui !), sans oublier « le grand jeu de la piste aux étoiles » : le sens de la formule, hors des mathématiques... Au fond, un livre exemplaire pour... « une histoire exemplaire », comme Antoine Compagnon titre sa préface.

Dominique LEJEUNE

■ Jean-Noël LUC, Jean-François CONDETTE, Yves VER-NEUIL, *Histoire de l'enseignement en France (XIX^e-XX^e)*, Armand Colin, 2020, 412 pages.

Produit par des spécialistes reconnus de l'histoire de l'édu-

cation, cet ouvrage collectif n'en constitue pourtant pas une énième version, tant le format adopté diffère d'autres productions et lui confère d'emblée une réelle originalité et pertinence : choix du prisme de la longue durée, posture méthodologique associant chronologie et entrées thématiques, « histoire d'en-haut » et « histoire d'en bas », mobilisation des recherches les plus récentes permettant de revisiter des thèmes classiques ou en voie de poldérisation (à l'image de la question du genre ou de l'enseignements dans les colonies), derniers chapitres portant sur le temps immédiat et les réformes les plus récentes, depuis la nomination de Jean-Michel Blanquer. Autant de parti-pris pertinents qui donnent l'opportunité d'une lecture rafraîchissante, sans parler des annexes, d'une bibliographie très exhaustive et de « rappels » chronologiques qui permettent de fixer les grands « moments » de cette histoire de l'enseignements, organisée quatre parties équilibrées.

« Du Premier Empire aux années 1870 » (première partie), l'action normative et progressive de l'État peut s'observer par la publication de lois successives dessinant les contours de réseaux scolaires publics, là où les congrégations et ordres religieux occupent le terrain. Reste que les taux de scolarisation demeurent aléatoires, variant au rythme des origines sociales, régions, sexe et calendrier agricole. Cette lente « invention de l'École » est dominée par un réel éclectisme, qu'il s'agisse des locaux et équipements, pratiques pédagogiques, avant que l'imposition du Français (1860) et les réformes d'Octave Gréard (1868) ne fixent les premiers contours organisationnels des écoles élémentaires, moyennes et supérieures pour des enseignants « à la carrière sans éclat », aux rémunérations modestes. Seule l'obtention d'un diplôme leur permettra de bénéficier d'un véritable statut, condition de la « reconnaissance d'un métier ». Situation quasi-identique pour les établissements secondaires, publics et privés, placés en situation de concurrence, mais dont les effectifs demeurent extrêmement confidentiels. Diversité des enseignements, modèle pédagogique qui alterne « classe » et études, enseignants taillables et corvéables à merci, hétérogénéité d'un corps recruté en 1830 par des concours devenus nationaux. La présence des enseignements intermédiaires et professionnels (cours spéciaux, écoles professionnelles) permettant de sortir de la traditionnelle dialectique « école du peuple, école de la bourgeoisie. Le sort des Universités, refondées par Napoléon, n'est guère plus enviable : destinées à la collation des grades, elles demeurent isolées les unes par rapport aux autres et souffrent d'un réel dénuement.

La deuxième partie (« de la République aux années noires (1880-1944) ») met en exergue la sécularisation de l'École par les gouvernements républicains : la multiplication des lois scolaires, les options politiques prises en faveur de la scolarisation de masse (pour l'ordre primaire) ainsi que

l'engagement financier de l'État assurent la pérennité d'une architecture qui se dessine peu à peu. Pour autant, les chantiers ne manquent pas : processus de laïcisation et réformes des contenus (différenciation des enseignements selon les filières), création des collèges et des lycées de jeunes filles, acculturation du peuple par l'École communale et l'usage scolaire du français, possibilités (certes limitées) de promotion sociale via les écoles primaires supérieures. Quant à « l'empire du milieu » (à savoir l'enseignement secondaire), sa modernisation s'opère plus lentement, au regard de la défiance éprouvée par ses enseignants vis-à-vis de l'administration. L'enseignement technique et professionnel (souvent négligé dans les ouvrages justement, et traité ici « à égale dignité ») est aussi un lieu méconnu d'ascension sociale, avec par exemple, la création en 1939 des Centres de formation professionnelle. Pour ce qui relève des Universités, la période de l'entre-deux-guerres voit s'affirmer l'articulation « enseignement-recherche », ainsi que la diversification du réseau des Grandes Écoles. Au plan des pédagogies, si le 1^{er} Vingtième siècle est celui des débats autour de l'École Unique, les auteurs rappellent opportunément l'antériorité des débats sur cette question (commission Ribot en 1898), bien avant que les Compagnons de l'Université nouvelle ne s'en emparent. Plus sensibles que les écoles élémentaires centrées sur les apprentissages fondamentaux, les classes de maternelle et de plein-air sont des lieux propices à la rénovation pédagogiques, à l'image de l'École des Roches pour le secondaire. Les profondes réformes engagées sous Vichy, au nom de la Révolution nationale, ouvrent une courte parenthèse réactionnaire, marquée par l'attentisme prudent d'une majorité des personnels enseignants.

Dans la troisième partie, qui court des Trente Glorieuses aux années 2010, les auteurs s'emploient à décrire cette « École de masse » qui va désormais concerner le secondaire et plus récemment l'enseignement supérieur. Conjugué à la démographie, les actions de l'État-providence contribuent à l'augmentation mécanique des taux de scolarisation dans un paysage académique profondément modifié dont le pilotage demeure extrêmement centralisé jusqu'à l'adoption des lois cadres de décentralisation (1982). À la différence des périodes antérieures, les réformes pédagogiques se font désormais « sans bruit » (imposition progressive de la mixité, orientation par le jeu des filières) et le « moment 68 », précédé des colloques de Caen et d'Amiens, aura des effets mesurés sur l'enseignement des premier et second degrés : introduction des matchs « modernes », du 1/3 temps pédagogique, réforme des conseils d'administration des établissements. Les années 1980 oscillent entre uniformisation héritée et diversification nécessaire : création des ZEP, nouveau credo de la mise en activité d'un élève « acteur de ses apprentissages », lame de fond de l'introduction des TICE, accueil et orientation vers le supérieur des « nouveaux lycéens » (François Dubet), les écarts se creusant entre « dé-

mocratisation d'accès » et « démocratisation de réussite »... Autant d'inflexions qui modifient profondément le recrutement, la formation et l'exercice d'un « métier d'enseignant » gouverné par son hétérogénéité (de grade, d'établissement, de mode d'engagement dans une activité désormais conçue au niveau des « équipes »).

Confrontée à de nouveaux enjeux (gestion des inégalités, nouveau front de la laïcité, mutation de la gouvernance des établissements et du pilotage de l'institution, violences scolaires, « pédagogisme » ambiant), l'École de la République poursuit, vaille que vaille, son œuvre de scolarisation, dont les grands traits sont rappelés dans la dernière partie, avant que la conclusion ne vienne, de manière très opportune, rappeler un certain nombre de vérités : de l'impossibilité de comparer l'École d'aujourd'hui à celle d'hier, de l'inexistence d'un quelconque « âge d'or » sous la Troisième république, de la régression du consensus républicain autour de l'École précisément, de la nécessité de ne pas exiger davantage de l'École que ce qui relève de ses missions. Comme l'écrivait Jacques Delors en 2009, « *L'Éducation demeure plus que jamais une utopie nécessaire* ». Les contempteurs de l'École républicaine, prompts à en dénoncer les faiblesses plutôt que les réussites, focalisés sur le temps immédiat plutôt que sur la longue durée, auraient grand intérêt à lire ce livre précieux et lucide dans ses analyses et constats. À ce titre, il ne serait pas étonnant qu'il s'impose rapidement comme un « classique » du genre.

Olivier CHOVAUX

■ Julien CAHON, Bruno POU CET (dir.), *Réformer le système éducatif. Pour une école nouvelle, mars 1968*, Presses Universitaires de Rennes, 2021, 379 pages.

Fruit d'un colloque organisé en mars 2018 à l'Université de Picardie Jules-Verne, cette publication collective se propose, cinquante ans après sa tenue, d'ouvrir une réflexion collective à propos du colloque d'Amiens, devenu une référence quasi-mythique pour les historiens de l'Éducation, à l'image du plan Langevin-Wallon. Bien que largement médiatisé, l'ombre portée du « moment 68 » a sans doute limité la portée d'un événement réunissant des acteurs majeurs de l'époque, autour du credo d'une « modernisation nécessaire » de l'École et de ses pédagogies, à l'initiative de l'Association d'Études pour l'Expansion de la Recherche Scientifique (AEERS). Académie de création récente (1964), dépourvue à l'époque d'université, le choix de la ville d'Amiens tient à l'entregent de son Recteur, Robert Mallet, accueillant près de 600 congressistes en la Maison de la Culture, du 15 au 17 mars 1968. Organisé en quatre parties (le contexte, les acteurs, les questions débattues, le renouveau des politiques éducatives), l'ouvrage est enrichi de documents originaux et témoignages d'acteurs.

Le contexte donc, et en premier lieu celui proposé par Julia Resnik, autour de la notion « d'école nouvelle », à partir d'une approche extra-hexagonale, qui compare le modèle français à celui d'Israël, où l'on observe des préoccupations partagées (structuration de l'enseignement par l'État, ambitions démocratiques, contribution des sciences sociales aux réflexions sur les pédagogies). La belle dissection de la « Revue de l'enseignement supérieur », proposée par Jean-François Condette, souligne sa contribution en amont du colloque d'Amiens : la sociologie de son comité directeur et de ses contributeurs, plaidant pour un « nouveau modèle universitaire français », annonce des thèmes débattus en Picardie : formation continue, articulation formation-recherche, finalités de l'enseignement supérieur et mode de gouvernance des établissements. Autant de questions également relayées par la presse, généraliste ou spécialisée, qui s'interroge sur le mouvement lycéen autant que sur le devenir du système éducatif, Yann Forestier démontrant que le colloque d'Amiens apparaît à ce titre comme le point culminant d'un emballement médiatique sans précédent sur les questions d'éducation. Les acteurs institutionnels ne sont pas oubliés, à l'image des projets de réforme successivement portés par trois ministres, dans une temporalité extrêmement resserrée (Arnaud Desvignes). Si les tentatives de récupération politique du colloque sont indéniables, reste que les actions d'Alain Peyrefitte, de François-Xavier Ortoli ou encore d'Edgar Faure doivent être lues sous l'angle d'une certaine continuité et d'une réelle volonté réformatrice. Et ce, alors que se pose clairement la question du financement de la rénovation pédagogique, les arbitrages entre la rue de Grenelle et la rue de Rivoli n'étant pas toujours favorables à l'Éducation nationale, indépendamment de l'augmentation mécanique des effectifs scolarisés (Clémence Cardon Quint).

Consacrée aux acteurs, la deuxième partie évoque en premier lieu le rôle joué par l'AEERS, dont la création remonte au colloque de Caen en 1956. Christelle Dormoy-Rajramanan soulignant sa dimension pionnière en matière de prospective éducative, ainsi que la fonction de lobbying exercée par ladite association, forte de ses réseaux mendésistes. Une deuxième contribution montre combien ceux et celles que Noëlle Monin qualifie de « progressistes », s'imposent comme des acteurs incontournables, révélés par le colloque d'Amiens ; clubs de pensée (on dirait aujourd'hui « think tanks »), associations, militants politiques et syndicaux, hauts-fonctionnaires, issus de la « deuxième gauche » et du catholicisme social. En dépit de leurs divergences idéologiques, ces acteurs sont tous animés d'une même volonté réformatrice. D'autres acteurs seront toutefois moins audibles, à l'image de la « Défense de la jeunesse scolaire », association peu connue dont Patricia Legris montre que ses propositions techniques en matière de réforme éducative et une critique par trop radicale de l'École (source de stress et de surmenage chez l'enfant) s'inscrivent mal dans

un colloque aux orientations politiques affichées. Quant au rôle d'Alain Peyrefitte, déjà évoqué, André Robert rappelle qu'en dépit du caractère éphémère de son passage Rue de Grenelle, il aura su marquer Amiens de son empreinte, convaincu de la nécessité des réformes à mener, notamment en matière d'orientation. Autre figure qui apparaît en filigrane, celle d'un Pierre Bourdieu dont Nicolas Sembel considère qu'il aura, en dépit de sa position marginale lors du colloque, défini à Amiens certains de ses futurs objets de recherche, nouant un dialogue fructueux avec les sciences de l'éducation.

Cette manifestation d'envergure est donc l'occasion de nombreux débats, dont certains sont traités dans la troisième partie : l'enseignement des mathématiques et la réforme dite des « maths modernes », abordée par Renaud d'Enfert, montre l'efficacité des réformateurs du « groupe de Bordeaux » en faveur des méthodes actives, là où le niveau d'abstraction des programmes impose une rénovation de leurs contenus. Dans le cas de l'enseignement artistique, le manifeste de Germaine Tortel (pionnière de la pédagogie d'initiation) rédigé en 1946, trouve ici un écho favorable, comme le rappelle Elisabeth Marconnier-Payelle. Autre acteur-militant en faveur de la rénovation de l'école élémentaire, Robert Gloton, membre du Groupe Français pour l'Éducation Nouvelle (GFEN), dont Delphine Patry rappelle l'action au sein de la commission de rénovation de la pédagogie. S'agissant du chapitre des constructions scolaires (« à École nouvelle, urbanismes nouveaux »), Julien Cahon montre que cette question demeure un véritable « angle mort » du colloque, malgré les expérimentations relevées dans le cadre du VI^e Plan. Par-delà les aspects architecturaux, c'est aussi la question de l'autonomie des établissements et de leur mode de gouvernance qui aurait pu être abordée à Amiens, comme le rappelle Jean-Paul Delahaye, l'occasion de déplacer le centre de gravité du système éducatif vers des établissements scolaires devenant autant de « centres de décision » à l'échelon local. Enfin, si la question de la recherche irrigue chaque instant du colloque, Bruno Poucet montre qu'Amiens est l'occasion fondatrice d'une nouvelle doctrine, davantage fondée sur la science que la simple intuition, et qu'il convient de le considérer comme un véritable « moment de cristallisation ».

Que retenir enfin des politiques éducatives et de leur renouveau supposé à l'issue de ces trois journées décisives ? Que la question de l'Éducation nouvelle ne l'est finalement pas vraiment et que les projets successifs d'éducation morale sont insécables du processus de démocratisation de l'enseignement (Jean-Louis Derouet). Que la figure crainte et redoutée du surveillant général s'efface définitivement dans le sillage d'Amiens, au profit d'un Conseiller Principal d'Éducation (1970) désormais en charge de questions éducatives, telles l'animation du FSE (Christine Focquenoy-Simonnet). Que les débats pédagogiques nourris qui animent

le SNES, alors syndicat majoritaire dans le second degré, constituent moins une fin en soi que celle de la formation des maîtres, de la démocratisation de la gouvernance des établissements ou encore de la notation (Hervé le Fiblec). Que cette dernière question (autour de la suppression des notes) ne peut être dissociée d'un changement radical des pratiques pédagogiques et de la formation des maîtres (Lucie Mougnot, Thomas Venet). Que celle-ci, comme le souligne Dominique Bret, demeure « en tension » et que les questions soulevées en 1968 restent hélas d'actualité : *quid* des modalités de formation, du rapport entre formation académique et formation pédagogique, des contenus dispensés au regard des exigences des concours ? Autant de thématiques qui font de ce colloque un « lieu de mémoire paradoxal », qui s'est construit rétrospectivement et qui, à la différence du plan Langevin-Wallon, s'est révélé peu clivant d'un point de vue idéologique (Bénédictine Girault).

Comme le souligne Antoine Prost dans sa conclusion, l'une des réussites de cet ouvrage est d'avoir, cinquante ans après, regardé le colloque d'Amiens indépendamment de mai 68. Faut-il pour autant le considérer comme un « cheval de Troie » de réformes futures ? Reste qu'il demeure désormais, comme l'a écrit un participant, un lieu où des « choses fort intéressantes ont été échangées entre gens bien élevés. Le souffle révolutionnaire n'est pas passé ». On ne saurait mieux dire et inviter à cette lecture précieuse.

Olivier CHOVAUX

■ **Bruno POU CET (études réunies par), *L'Éducation en tension(s)*, Artois Presses Université, coll. Éducation, formation et lien social, 2021, 275 pages.**

Production collective du Centre Amiénois de Recherche en Education et Formation (CAREF) de l'Université de Picardie Jules-Verne (UPJV), cet ouvrage a pour ambition d'aborder la questions des tensions en éducation, à partir d'un parti-pris pluridisciplinaire, combinant méthodes et approches différentes, et ce à partir de quatre entrées constituant chacune des parties de l'ouvrage : les niveaux d'échelle (local, national, international), la question de la transmission des savoirs, la place des acteurs (et tout particulièrement des élèves), et enfin, des questions d'ordre plus épistémiques. Comme à l'accoutumée, on saluera les efforts de synthèse de l'introduction (Bruno Poucet) et de la mise en perspective (André Robert) des apports de contributions dont le caractère « kaléidoscopique » est sans toute l'un des traits principaux. On peut sur ce point regretter le discours parfois jargonnant de quelques articles, dont on peine parfois à saisir le propos, faute d'être initié aux concepts en usage chez les didacticiens.

La première partie met en exergue trois formes de tensions propres aux modes de gouvernance adoptés en matière d'éducation : dans le cas de la République centrafricaine,

Jean-Louis Yerima-Banga montre combien l'aide de la Banque mondiale a paradoxalement eu des effets délétères sur le système éducatif de cet état, en subordonnant ses financements à une réduction drastique des dépenses (de 15 % du budget en 1997 à 5 % en 2011), notamment en matière d'emplois d'enseignants : ce qui *in fine* s'est traduit par une dégradation de l'encadrement dans les écoles élémentaires. Etudiant les effets du New Public Management pour les établissements d'enseignement supérieur (ESR) en Belgique francophone, Sarah Croche montre combien cette culture de l'évaluation permanente aboutit en fait à la mise en œuvre d'un système « Pisa » pour les universités, qui remet profondément en cause les fondements du métier d'enseignant-chercheur. Interrogeant les tensions médiatiques nées de l'affaire dite « du foulard de Creil » en 1989, Ismail Ferhat souligne combien le contexte politique de la décennie (retrait de la Loi Savary, montée de l'islamisme, fatwa contre l'écrivain Salman Rushdie, etc.), sans parler du climat de tension propre au collège concerné, auront contribué à l'externalisation de cet épisode, bien au-delà de la sphère scolaire, et à son traitement juridique (avis du Conseil d'État, puis loi du 15 mars 2004). Cette politisation des questions d'éducation peut également s'observer après l'adoption des dispositions de la loi Guermeur (1977) : Julien Cahon en détaille l'impact sur les municipalités socialistes de l'Ouest de la France, mettant en exergue l'écart entre les prises de position nationales du PS et les logiques d'accommodement des maires concernés. Une dernière contribution d'Alain Maillard montre l'impact de l'accélération des temps contemporains (en matière de techniques, de changement social et de rythme de vie) sur les systèmes d'éducation : imposition de nouvelles normes entrepreneuriales, usage des pédagogies numériques (au risque de produire un « débordement cognitif »), porosité entre le temps de travail et le « temps à soi », invention de nouveaux métiers (à l'image des ingénieurs pédagogiques), le tout sur fond de réformes incessantes.

Une deuxième partie renvoie à des considérations plus didactiques, à partir d'exemples liés aux questions de la transmission des savoirs et de ses enjeux : Lydie Laroque montre combien la littérature de jeunesse aura longtemps souffert de sa légitimité avant que d'être considérée comme un « objet scolaire » à égale dignité de ceux utilisés en français et en lettres, et comment elle aura été l'objet de polémiques récentes autour de la « théorie du genre » (qui précisément n'en n'est pas une) et des tentatives d'instrumentalisation de certains mouvements catholiques réactionnaires. Pour sa part, Roselyne Le Bourgeois Viron montre, à partir de l'étude des programmes de géographie à l'école élémentaire, les tensions pouvant exister entre curriculum prescrit et curriculum réel, à cause de leur complexité et d'une logique peu ou mal perçue par les enseignants. Explorant le monde des objets en maternelle, Céline Chanoine souligne

à partir d'un exemple précis et de l'analyse du programme de 2015 les différences d'approches (disciplinaire ou développementaliste) et les choix qui en découlent (entrée par les connaissances ou les compétences). Dans la même veine mais dans une toute autre temporalité (1882 : 1923), Maryse Decayeux Cuvillier étudie les programmes de mathématiques, leur mise en œuvre dans le département de la Somme à partir de la formation initiale dispensée dans les Écoles normales et l'étude des rapports d'inspection : et de constater là encore l'écart entre l'encyclopédisme et l'abstraction des programmes et des considérations sans doute plus pragmatiques (calcul et système métrique), mais plus utiles pour les élèves.

La troisième partie de l'ouvrage aborde les tensions du « dehors et du dedans », à partir d'exemples ciblés : pour Lucie Mougenot, la prédominance des sports enseignés en EPS (à partir des choix des enseignants dans la programmation des APSA et des 5 CP, choix qui résulte largement de leur vécu sportif) aboutit à rendre inopérante les objectifs fixés par les programmes en matière de compétences sociales, considérant que les activités d'opposition sont génératrices d'agressivité motrice, en fidèle écho aux thèses défendues par Pierre Parlebas. Dans une approche empruntant à la psychologie et à la psychanalyse, Emile Henri Riard montre combien le temps de l'adolescence, et les questions de transmission intergénérationnelle et de filiation, indépendamment des types et modèles de sociétés, peuvent être d'importants lieux de tensions.

Une dernière partie, consacrée aux tensions épistémiques, aborde des questions tout aussi sensibles : Anne Delbrayelle s'intéresse aux programmes de français de 2002 et montrent la complexité de son enseignement, par-delà les passions politiques que peut susciter une discipline multiforme, à propos de laquelle chacun se croit autorisé à émettre un avis (voir les controverses sur les projets de réforme de l'orthographe). Delphine Hermès étudiant pour sa part les modalités de l'enseignement de l'espagnol et les notions de compétence culturelle, via l'exemple de la période du Siècle d'Or, mettant en évidence les tensions entre connaissances disciplinaires et priorités didactiques. Christine Berzin, dans une contribution consacrée à l'étude des processus d'apprentissage, met en évidence l'importance de la notion de conflit socio-cognitif, compte tenu de l'imposition de la nouvelle doxa pédagogique qui veut que l'élève soit désormais acteur de ses apprentissages. Reprenant les écrits de Bergson à propos de son enseignement dispensé au Collège de France, Alain Panero interroge successivement l'articulation enseignement-recherche et le temps qu'il convient de leur consacrer respectivement, la part de l'intuition dans l'acte d'enseigner, la nécessaire maîtrise du langage (écrit et parlé) chez l'enseignant, en concluant que le professeur de philosophie du XXI^e siècle est finalement devenu un didacticien comme les autres. Enfin, Isabelle Né-

délec-Trohel, dans un article consacré à l'usage du jeu dans l'apprentissage des mathématiques, montre en quoi il peut développer la capacité de raisonnement chez l'élève, illustrant ainsi la pertinence des théories de l'action conjointe en didactique. L'ouvrage se terminant par un « envoi » d'André Robert, conseiller scientifique du CAREF qui, par-delà l'hétérogénéité des recherches pouvant être menées au sein d'un même laboratoire, en salue toutefois le « courage épistémologique ». Preuve en est de ce livre.

Olivier CHOVAUX

■ **Sébastien LEDOUX, *La nation en récit*, Belin, 2021, 345 pages.**

Considérant à juste titre que la question de la mise en récit de la nation est une question bien trop sérieuse pour être laissée aux mains des seuls polémistes et éditorialistes en mal de couverture médiatique, Sébastien Ledoux se propose d'en revisiter les formes et les enjeux, dans une temporalité resserrée, depuis les années 1970. C'est dire d'emblée combien un tel ouvrage, commis par un historien, est bienvenu, lorsque l'on connaît le contexte nauséux qui entoure cette question du « récit national » (et non point du roman national) depuis quelques années. Adoptant une posture chronologique, l'auteur montre en premier lieu son relatif effacement dans les années 1970, par-delà les courants historiographiques de l'époque. Tourmant le dos à la politique mémorielle (le processus de construction européenne suppose de faire de l'Allemagne un partenaire privilégié et non plus un ennemi), Valéry Giscard d'Estaing décidant de supprimer les cérémonies commémoratives du 8 mai 1945, tandis que les programmes d'histoire-géographie et les manuels abandonnent progressivement une vision linéaire et progressiste. Les héros et hommes illustres de naguère cédant désormais le pas aux gens ordinaires, incarnations d'une mémoire populaire (Martin Nadaud, Mémé Santerre), en écho aux orientations de la Nouvelle histoire et d'une inflexion perceptible dans les manières d'enseigner la discipline (autour de l'histoire locale et des activités d'éveil). Changement d'orientation en 1979, à la suite de la célèbre diatribe d'Alain Decaux dans le Figaro (« parents, on n'apprend plus l'Histoire aux enfants ! ») et de l'élection de François Mitterrand en 1981. Cérémonie au Panthéon le 21 mai et hommage à Jean Jaurès, Jean Moulin et Victor Schoelcher ; inscription plus lisible de Vichy, de la Guerre d'Algérie et de l'histoire de l'immigration dans les programmes scolaires (preuves de leur apport respectif à l'histoire de la construction de la Nation) ; projet de constitution d'une mémoire collective par le Ministère des Anciens combattants, désormais en charge de l'édification du « récit national » autour de lieux de mémoire ciblés (Drancy, Pithiviers, Beaune la Rolande s'agissant de la déportation des juifs). Inscrite dans un contexte géopolitique particulier, la célébration du Bicentenaire en 1989 donne lieu à de

nombreuses controverses entre historiens (Furet, Chaunu, Vovelle) et renvoie là encore à la question des « lieux de mémoire » et de « l'identité de la France » (Braudel, 1986). La période 1990-2007 correspond à l'imposition du « devoir de mémoire » et de nouveaux paradigmes (« *human right turn* ») : mémorialisation des passés violents, introduction du principe de réparation, procès de criminels nazis (Barbie, 1987) et de collaborateurs notoires (Touvier et Papon) imposent au pouvoir politique de se saisir à bras-le-corps des questions mémorielles, comme en témoigne le discours de Jacques Chirac en 1995, reconnaissant explicitement la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs de France. Contestées par les historiens, l'adoption des lois Gayssot (1990) et Taubira (2001) traduit cette inflexion au plan juridique, alors que le traitement de la Guerre d'Algérie évolue également : évocation de la question des Harkis et des rapatriés, journée de commémoration du 25 septembre 2003, reconnaissance des algériens tués par la police française en 1961 et de la pratique de la torture par l'Armée... Reste qu'il n'appartient pas aux politiques d'écrire l'Histoire. Si Pierre Nora met en garde contre la « criminalisation générale du passé » et l'imposition du principe de repentance, le rapport rédigé sur ces questions par André Kaspi (2008) sera mis sous le boisseau. Et ce d'autant que l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 inaugure une nouvelle séquence (2007-2017), en rupture radicale avec les précédentes. Sous les plumes d'Henri Guaino et de Patrick Buisson, une lecture réactionnaire autant qu'instrumentalisée de l'Histoire aboutit d'une part, au projet controversé d'une « Maison de l'Histoire de France » (enterré par François Hollande), et d'autre part, à l'établissement de connexions funestes entre « identité nationale » et immigration. « En même temps », la publication des ouvrages d'Éric Zemmour, Franck Ferrand, Lorant Deutsch et autres Stéphane Bern donnent au « roman national » un schéma narratif empruntant aux thèses nationalistes et « déclinistes », heureusement combattues par Patrick Boucheron et Gérard Noiriel, qui montrent qu'une Histoire globale et populaire de la France demeure une grille de lecture bien plus pertinente et légitime au plan historiographique. Reste que l'audience des premiers rend la parole des Historiens bien peu audible. Dès son élection, François Hollande s'inscrit en rupture avec son prédécesseur et engage un long travail de « paix des mémoires » : voyage en Algérie en 2012, poursuite de l'héritage narratif de la Seconde Guerre mondiale, célébration du centenaire de la Grande Guerre, reconnaissance des massacres de 1961, discours au Vel d'hiv en juillet 2012, panthéonisation en mai 2015 de Jean Zay, Pierre Brossolette, Germaine Tillion, Geneviève De Gaulle Anthonioz. Beaucoup plus consensuelle, cette lecture connaît toutefois une nouvelle inflexion suite aux attentats terroristes de 2015. En déclarant « la nation en guerre », François Hollande multiplie les hommages aux victimes, tandis que le « récit national » devient un thème de campagne, notamment pour la candidate

du Rassemblement National. Élu Président de la République en 2017, Emmanuel Macron prolonge cette « culture de guerre » par la multiplication des cérémonies aux Invalides, et inscrit cette fois la dimension mémorielle dans un « bloc millénaire » (depuis 987) qui lui permet d'exploiter la symbolique monarchique (Versailles, Saint Denis), réaffirmant ainsi un usage politique de l'Histoire. À propos de la Guerre d'Algérie cette fois, il s'agit de « condamner le passé pour mieux le dépasser », confiant sur cette question une mission à Benjamin Stora.

Si cette question du « récit national » dépasse largement le prisme hexagonal et peut trouver son pendant dans de nombreux États, la politique de mémorialisation constitue sans nul doute l'un de ses traits singuliers en France, sans que cela fasse véritablement l'objet d'un débat. « l'intrigue républicaine » demeure l'apanage du politique là où l'on pourrait penser qu'elle puisse être un « bien commun », collectivement défendu et partagé par une communauté de citoyens. On l'aura compris, cette mise en perspective distanciée de questions trop souvent confisquées par de supposés experts, est une lecture absolument salutaire.

Olivier CHOVAUX

HISTOIRE POLITIQUE

■ Patrick LAGOUYETTE, *Les coups d'État. Une histoire française*, CNRS Editions, 230 pages, 2021, 24 euros.

Dans cet excellent livre, l'auteur, à un moment où notre démocratie est malade, nous offre un panorama des coups d'État qui ont rythmé notre histoire nationale depuis la Révolution française.

Le premier chapitre est consacré aux coups d'État d'anthologie, dont la référence incontournable est le 18 Brumaire an VIII de Bonaparte. Quant au second chapitre, à un moment où les militaires expriment, en France, leurs critiques sur la politique du gouvernement et où l'armée renverse, un peu partout le pouvoir légalement élu, il est consacré aux coups d'État militaires, dont l'initiateur, certes peu heureux dans sa démarche, est le général La Fayette qui, pourtant, est curieusement considéré comme un héros national ! Ce chapitre se termine sur le putsch du 22 avril 1961, en pleine guerre d'Algérie, quand un « quarteron de généraux en retraite », selon la formule du général de Gaulle, tente de s'opposer à la politique du gouvernement. Le chapitre 3 porte sur les crises politiques et les coups d'État fantasmatiques où l'on peut lire, au travers des exemples proposés, en particulier la tentative du général Boulanger, des relents de populisme qui aujourd'hui occupe une place non négligeable sur la scène politique nationale et mondiale. Le chapitre suivant est original, car il revient sur des dates de la Révolution française

qui peuvent être lues, avec le recul chronologique, comme des coups d'État, en particulier le 2 juin 1793 quand les Montagnards prennent le contrôle de la Convention et décrètent d'arrestation des Girondins, ou encore le 9 Thermidor an II qui voit Robespierre être arrêté. Le dernier chapitre ne pouvait pas laisser de côté le 13 mai 1958 quand Marianne est mariée de façon musclée au général de Gaulle, fondateur de la V^e République.

La lecture de ce livre est conseillée, car il est clair et bien documenté. On retrouve dans la bibliographie fournie les références nécessaires pour approfondir les différents coups d'État évoqués.

Bruno BENOIT

■ **André ENCREVÉ, *Les protestants et la vie politique française. De la Révolution à nos jours*, Cnrs Éditions, 2020, 599 pages, notes et index, 29 euros.**

Ce gros volume ne propose pas un récit continu des rapports entre le protestantisme français et le champ politique mais il est un recueil de textes écrits et soigneusement actualisés par l'éminent spécialiste André Encrevé tout au long de sa fructueuse carrière. Utilisant les « loisirs » offerts par la retraite professionnelle officielle, il a en outre comblé quelques brèches, en particulier sur la période 1799-1848, sur laquelle il n'avait « guère publié d'articles ». Point de départ en 1789 ? Raisonnablement, André Encrevé fait de fréquents retours aux siècles monarchiques (sur les Édits de Nantes et de Fontainebleau, par exemple) et il consacre le premier des vingt-cinq chapitres à l'Édit de 1787, sur lequel mon regretté Maître Jacques Aldebert avait attiré (en toute objectivité) mon attention en hypokhagne, il y a 56 ans. Le lecteur bénéficie de subtiles remises en cause d'idées reçues, sur les Cahiers de doléances, la déchristianisation révolutionnaire, le mariage du duc d'Orléans en 1837, les protestants allemands et les intellectuels. Magistrales sont de nombreuses mises au point, sur quelques points difficiles ou sujets à controverses : le cas alsacien, la devise républicaine, les protestants « de droite », la composition sociale du protestantisme français, les prolégomènes de la Séparation en 1848, l'attitude des protestants vis-à-vis de l'œuvre scolaire des Républiques (la Troisième bien évidemment, mais aussi les Quatrième et Cinquième), la « laïcité protestante », et la guerre d'indépendance de l'Algérie. On goûtera tout particulièrement, je pense, les chapitres, récents, sur la première moitié du XIX^e siècle, les chapitres sur les lois de 1901 et de 1905, ainsi que les chapitres sur la Cinquième République, et, globalement, la pédagogie distinction entre la religion protestante, les protestantismes et les protestants. Les notes, heureusement infrapaginales, sont nombreuses ; elles font tôt et fréquemment retrouver le fameux colloque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français *Les Protestants dans les débuts de la Troisième République (1871-1885)*, publié par elle en 1979, que mon « bon maître »

(ainsi s'appelait-il lui-même) Philippe Vigier (cité pages 101 et 231) avait prestement glissé dans mon cartable de jeune thésard. Désormais, en ce début de XXI^e siècle, « on ne trouve plus guère de polémiste pour [contester aux huguenots, écrit André Encrevé page 547] la pleine qualité de Français. Ce qui – outre l'évolution générale vers une société de plus en plus sécularisée – est probablement à mettre en relation avec la présence récente d'une importante minorité musulmane, dont la différence avec l'ensemble judéo-chrétien que composait autrefois la France est immédiatement sensible [...] Or cet état de fait contribue à accentuer les traits communs aux protestants et aux catholiques [...] »

Dominique LEJEUNE

■ **Léon BLUM, *Le Congrès de Tours. Le socialisme à la croisée des chemins 1919-1920*, Gallimard, Paris, Folio-Histoire, 2020, 166 pages.**

Le centenaire du congrès de Tours fut perturbé par la pandémie, et nombre de manifestations scientifiques prévues ont été reportées, ou altérées dans leur déroulement. Mais l'anniversaire a permis nombre de publications nouvelles, ou d'opportunes rééditions. Parmi celles-ci, l'anthologie de textes de Léon Blum, précédés d'une longue introduction de l'historien Romain Ducoulombier « Lire Léon Blum aujourd'hui ». Le volume propose trois textes, accompagnés d'un solide appareil critique et d'une chronologie. D'abord, le discours prononcé au congrès de Tours, le plus connu aujourd'hui et salué pour sa clairvoyance rétrospective, avec ses prises de position contre « le système de Moscou », et pour conserver « la vieille maison ». Mais Romain Ducoulombier nous rappelle opportunément que ce discours, prononcé au milieu des brouhahas, ne fut publié qu'en 1934, et qu'il ne reflète sans doute pas complètement la pensée de Blum, par les concessions qu'il doit faire à une base radicalisée. On la trouve sans doute davantage dans les deux autres textes proposés, dont le longtemps célèbre, *Pour être socialiste*, écrit en 1919 et régulièrement réédité jusque dans les années 1980. À la fois bréviaire destiné à la jeunesse, et synthèse des vues de l'auteur, il insère le socialisme dans la longue histoire de « l'instinct de justice, de solidarité, de morale humaine », que les formes modernes de la production permettent enfin de réaliser. La tâche d'une révolution sociale, dit-il, c'est de placer chaque personne « à son poste exact de travail, à celui que lui assignent ses facultés propres, judicieusement reconnues et cultivées par l'éducation commune ». En ce sens, le socialisme entend bien, comme il le répètera plus tard dans *A l'échelle humaine* (1945) « exploiter les inégalités naturelles au profit de l'égalité véritable », une formule que d'aucuns jugeront paradoxale. Le troisième texte, moins connu, est un commentaire du Programme d'action de la SFIO de 1919, et contient des développements sur la nature même du socialisme et de la révolution. La seconde, qui permettra l'accomplissement

du premier, ne se confond pas, selon Léon Blum, avec l'imagerie des barricades et de « l'insurgé mâchant ses balles », mais n'est autre que la substitution d'un mode de propriété à un autre, avec les délais qu'elle implique, une définition qu'il reprendra dans son discours de Tours.

Au total, ces trois textes, tous rédigés en 1919-1920, permettent d'avoir une vue synthétique de la pensée de Léon Blum, qui marquera profondément toute l'histoire du socialisme français au XX^e siècle. Nos collègues l'utiliseront avec le plus grand profit.

Gilles VERGNON

■ **Bernard LACHAISE, *Alcide Dusolier (1836-1918) et la République, Les Éditions Secrets de Pays, Beaumont-en-Périgord, coll. « Histoire et Mémoires », 2021, 222 pages, sources, bibliographie, chronologie, index, 20 euros.***

Notre revue a souvent rendu compte des livres publiés par Bernard Lachaise, professeur à l'Université de Bordeaux, ainsi de son *Yvon Delbos* en mai-juin 1995 et de *Résistance et Politique sous la IV^e République* en octobre 2005. Plus récemment, en novembre 2020 puis en février 2021, sa *Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, cosignée avec Anne-Marie Cocula, et son *Georges Pompidou avec de Gaulle, 1944-1959*, ont été recensés. L'éméritat a en outre permis à Bernard Lachaise d'écrire pour *Historiens & Géographes* en 2021 deux courts articles remarquables avec faveur, l'un (numéro de février) consacré à « Charles de Gaulle et Pierre Mendès France : deux conceptions de la République », l'autre (mai 2021) aux « alternances politiques en France (1974-1988) ». Bien connu de nos collègues, Lachaise publie ici la biographie d'un personnage politique faiblement célèbre en dehors de la Dordogne, mais fort intéressant et grâce à des sources copieuses et variées, Alcide Dusolier, élu de la Dordogne durant 31 ans, entre 1881 et 1912, et « découvreur » du romancier périgourdin Eugène Le Roy.

Son parcours politique est typique des républicains de la seconde moitié du XIX^e siècle : un engagement de jeunesse dans l'opposition au Second Empire, un *cursum honorum* menant cet homme de lettres et avocat de mandats locaux (à Nontron) au Parlement, brièvement comme député (1881-1885), beaucoup plus longuement comme sénateur (1885-1912) et surtout un combat multiforme pour installer et consolider la République en Dordogne. Quelle République ? La République opportuniste, c'est-à-dire modérée. Un parcours typique, certes, mais Alcide Dusolier est un héritier, issu de familles de la riche bourgeoisie, un fils de parlementaire ; cependant Alcide s'oppose jeune au Second Empire soutenu par son père et plus tard il affronte au moins une fois son conservateur de frère, Jean-Louis. Un parcours typique car Alcide Dusolier appartient jeune et durablement, jusqu'à son retrait, volontaire, de la vie politique, trente ans après le décès accidentel de Gambetta, à ce qu'on pourrait

appeler la « nébuleuse Gambetta ». La carrière politique de Dusolier, très longue et caractéristique par cela de sa génération de jeunes républicains nés à la politique par leur combat contre le « césarisme démocratique » et la « campagne-campagne », oppose le quasi-silence national et l'activité locale, très enracinée et permise par un solide cumul des mandats. Certes il évolue de l'Union républicaine vers le centre, mais sans concession : Dusolier est dreyfusard, membre de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, il vote la loi de Séparation des Églises et de l'État de 1905 ; adhérer à l'Alliance républicaine démocratique est se positionner du côté de la Défense républicaine et du Bloc des Gauches.

Quelques autres points importants peuvent être soulignés sans peine, grâce à la clarté de la narration biographique écrite par Bernard Lachaise. Ami de Gambetta sous le Second Empire, franc-maçon, Dusolier est sorti de l'anonymat politique par le ministre de l'Intérieur du Gouvernement de la Défense nationale, qui en fait un sous-préfet de Nontron (Dordogne) puis un secrétaire particulier. Dusolier demeurera fidèle au grand homme toute sa vie. C'est au titre de sous-préfet que Dusolier est, en août 1870, concerné de plein fouet par le drame de Hautefaye, raconté, entre autres auteurs, par Alain Corbin, dans *Le village des cannibales*. Le dernier point supplémentaire concerne la définition, très volontaire, de Dusolier en tant qu'homme de lettres. Lachaise démontre l'importance de la vie collective dans le Quartier latin, celle des écrits de jeunesse de Dusolier, l'admiration pour Barbey d'Aurevilly, l'affaire Baudelaire, qualifié par la critique littéraire Dusolier de « Boileau hystérique » (*sic*). Il marque beaucoup d'intérêt pour le Parnasse et il est l'un des rares hommes de gauche à défendre Frédéric Mistral, en dépit du fossé politique qui sépare les deux hommes. Questeur du Sénat, ami personnel de Zola, il a plaisir à réunir sous les lambris de la République critiques littéraires et hommes de lettres. Surtout, c'est lui qui fait découvrir avec un grand enthousiasme Eugène Le Roy, républicain anticlérical, franc-maçon de la même loge que Dusolier, ruraliste auteur du *Moulin du Frau* (1895) et de *Jacquou le Croquant* (1899).

Dominique LEJEUNE

HISTOIRE ET MÉMOIRES

■ **Mariano DELGADO, *Bartolomé de Las Casas. Sa vie et son œuvre en défense des Indiens*, traduction de l'allemand par Gabriele Nolte, Labor et Fides, Genève, 2020, annexes, carnet iconographique central, chronologie et bibliographie, 191 pages, 18 euros.**

La personnalité de Bartolomé de Las Casas (1484-1566) n'a jamais laissé personne indifférent. De son temps et jusqu'à nos jours, elle n'a cessé d'alimenter controverses, éloges passionnés et critiques acerbes. Mariano Delgado se situe parmi les défenseurs du dominicain. L'auteur fait de Las

Casas, un prophète chrétien investi d'une mission religieuse de liberté et de justice ainsi qu'un mondialiste au service des pauvres dont l'engagement peut encore nous guider aujourd'hui. Dans une société aussi laïque que la nôtre, la thèse est audacieuse mais elle est défendue avec brio.

Rappelons les faits : Las Casas serait né Séville en 1484 et fit un premier séjour à Haïti en 1502 comme prospecteur d'or. Ordonné prêtre à Rome en 1507, il devient *encomendero* d'abord à Haïti, puis à Cuba en 1514. L'*encomendero* était un propriétaire ayant reçu de la Couronne, terres et main d'œuvre indigène en récompense de services rendus. Les indiens, devenus *indios encomendados*, étaient pratiquement réduits en esclavage avec une double obligation : payer le tribut et travailler sur les terres ou dans les mines. Les abus des *encomenderos* étaient patents et Las Casas était l'un des leurs. Dans cet ouvrage, la *Monarchie universelle* de Charles Quint et ses exigences sont présentées comme responsables de la situation.

En 1514, à la Pentecôte, Bartolomé reçoit un appel divin. C'est une première conversion. À partir là, Mariano Delgado suit pas à pas, le cheminement intérieur de celui qui, éclairé par la parole divine, décide de se mettre au service des opprimés. L'entrée dans l'ordre des dominicains à Saint-Domingue en 1522 scelle une deuxième conversion suivie d'une troisième en 1547, lors de son cinquième voyage en compagnie d'un esclave noir évadé. Le *Las Casas* de Delgado est une plongée à l'intérieur d'une conscience chrétienne déchirée et dont la quête de réparation l'amène à devenir mystique et prophète.

Par prophète, Mariano Delgado entend, non seulement, la méthode utilisée par Las Casas, à la fois déductive, inductive et comparative mais encore la modernité des concepts mis en avant. En contradiction avec Juan Ginés de Sepúlveda qu'il affronte lors de la controverse de Valladolid en 1550, Las Casas développe une « ethnographie comparée » du Nouveau et de l'Ancien monde doublée « d'une anthropologie de la foi ». Ces deux concepts lui permettent de récuser les arguments d'infériorité et de barbarie des Indiens et de s'insurger contre les guerres de conquête. Par cette démarche, Las Casas veut remettre la juste compréhension de l'*Évangile* au cœur des débats. Pour lui, les hommes sont des êtres sociaux et rationnels relevant de la Loi naturelle qui donne à tous les peuples un rang égal dans le monde. L'*Apologie* rejette donc l'infériorité des Indiens, idée empruntée à Aristote et reprise par Sepúlveda, de même que la présomption des chrétiens qui, au nom de l'évangélisation, s'arrogent le droit d'asservir. Las Casas ne cesse de marteler que l'évangélisation est affaire de persuasion et de libre arbitre. Dans un siècle de profonde conviction religieuse où n'existait pas de frontière précise entre le profane et le sacré, la thèse soutenue par Delgado a des accents justes.

La pensée et l'œuvre de Las Casas sont délibérément ancrées dans un contexte universaliste en liaison avec le règne de Charles Quint. Les débats s'ouvrent alors sur une mondialisation des enjeux philosophiques. Avec Las Casas, la critique impitoyable des guerres coloniales, la réduction en esclavage des Indiens, le travail forcé, la restitution des biens spoliés deviennent à l'ordre du jour. Fin connaisseur du Nouveau monde à l'encontre de ses nombreux détracteurs, Las Casas élargit les débats en appliquant l'idée de *destruction* à la péninsule ibérique au moment de l'invasion musulmane et au continent africain, en proie à l'avidité des Portugais. Sous sa plume, la *destruction* devient un élément de l'histoire du monde tributaire des ambitions impérialistes.

Peut-on aller aussi loin dans l'affirmation de la *Monarchie universelle* vue comme moteur politique de tout un règne ? Gattinara, chancelier dans les années 1530, fut un des chantres de la propagande universaliste mais rien ne prouve que Charles Quint l'ait reprise à son compte. L'époque, il est vrai, s'inscrit dans une économie-monde, toutefois la politique impériale resta foncièrement axée sur l'Europe. Comme souvent, l'époque a enregistré une disparité entre la réalité politique et les spéculations théoriques. Au demeurant, il reste un bel ouvrage dont les larges extraits des sources mis à la portée du lecteur, sont précieux.

Anne-Marie BRENOT

■ Marc CHEB SUN (dir.), *L'histoire de l'esclavage et de la traite négrière, 10 nouvelles approches*, Éditions Libro, 2021, 89 pages.

À l'occasion des 20 ans de la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage crimes contre l'humanité, le média, www.dailleuretici.news, rassemble les transcriptions d'interviews de dix historiens spécialistes de la question, de personnalités politiques engagés sur cette question et de professionnels des médias. Cette diversité des intervenants devrait aider, à partir d'éclairages différents, à la vulgarisation d'une histoire qui peine à s'installer dans la mémoire collective française

Depuis 2001, l'historiographie de la traite et de l'esclavage s'est beaucoup renouvelée. La « résistance » réduite jusqu'alors au seul format du marronnage est repensée, les faits et gestes de l'esclave, celui-ci n'étant plus considéré uniquement comme une victime, révèlent de multiples formes d'opposition et de refus de cette domination. Une approche, à partir du « genre », est proposée avec l'esclave affranchie Sojourner Truth, pionnière de l'afro-féminisme pour avoir associé sa double domination comme esclavisée et comme femme. Plus classique, le questionnement autour de l'impact de l'esclavage sur le développement économique de l'Europe. La dimension mémorielle est également évoquée. Le désir de reconnaissance des populations

afro-descendantes installées en France hexagonale impose l'inscription de cette histoire dans le récit national.

Une relecture attentive des transcriptions aurait évité une confusion comme celle sur le marronnage » dont la qualification de « petit ou grand » est associée à l'espace géographique. Dans le titre, il aurait été préférable que le terme « traite » précède celui « d'esclavage ». Ces défauts ne remettent pas en cause la finalité de l'ouvrage. Celui-ci, grâce à son coût modeste devrait être un support idéal pour une diffusion plus large de cette histoire.

Lydie HO-FONG-CHOY CHOUCOUTOU

CONCOURS

■ **Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET, Xavier VIGNA (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, La Découverte, Paris, 2019, 455 pages.**

Voilà un livre important dans la mesure où l'enquête est une source de premier plan pour l'historien, non seulement celui du social mais également pour d'autres spécialités. Cet ouvrage est quasiment exhaustif mais encore revêt une tendance érudite bienvenue ici. Un aspect non négligeable est sa démarche vers l'international : Angleterre, Allemagne, Borinage belge, Italie...

L'enquête ouvrière a dans cet ouvrage une acception très large allant des conditions de travail au mode de vie familial. Elle touche les marges de la classe ouvrière comme les mendiants, les vagabonds, les migrants et les plus pauvres en général. Au XX^e siècle, elle peut aller jusqu'au monde des employés. Les communications montrent que l'enquête, si elle a pour auteurs au XX^e siècle, très souvent, sociologues et fonctionnaires spécialisés dans ce domaine tels les inspecteurs du travail, est conduite au XIX^e siècle par des autorités sociales comme les philanthropes et quelquefois des médecins à l'instar du très célèbre docteur Louis-René Villermé (1782-1863), membre de plusieurs Académies, celle de Médecine dès 1823, puis celle des Sciences Morales et Politiques à partir de 1832.

Un intérêt du présent livre est de montrer que l'enquête ouvrière procède fréquemment de mobiles précis visant à démontrer certains présupposés. Si on enquête tant sur la classe ouvrière, c'est que celle-ci déclenche des peurs (pp. 8-9) ainsi que l'atteste le fameux titre du livre de Louis Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, 1958. L'enquête ouvrière est souvent déclenchée par une crise sociale tel un mouvement de grèves ouvrières. Un autre mobile est de nature chrétienne. La compassion est parfois à l'origine de la démarche, quand il ne s'agit pas de trouver des moyens d'évangéliser un monde en rupture. Enfin, l'enquête militante n'est pas absente.

L'ouvrage insiste sur le rôle des sociologues, d'abord l'enquête d'un initiateur de la sociologie au XIX^e siècle, Frédéric Le Play. Le texte s'attarde au XX^e siècle sur le rôle des sociologues de profession tels Max Weber, Maurice Halbwachs ou Paul-Henry Chombart de Lauwe. Le livre va encore plus loin en abordant le roman (communication sur Goncourt, Zola, Huysmans, pp. 238-253), mais aussi le cinéma (autour de Chris Marker, pp. 138-150). On regrettera cependant le caractère ténu des communications sur ces thèmes. De même, en matière de récit, l'évocation de Jack London ou de Georges Orwell est sans doute insuffisante car leurs livres concernent les plus pauvres et en premier lieu les vagabonds.

Même si on regrette que le livre n'ait pas mieux opposé les enquêtes microsociales aux enquêtes macro, on soulignera encore son intérêt documentaire.

André GUESLIN

■ **Jean-Joseph CHEVALIER, *Bleus, Rouges, Blancs. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier choletais (1870-1914)*, La Crèche, La Geste éditions, 2021, 497 pages. Illustrations. 20 euros.**

Spécialiste de l'histoire sociale et politique des travailleurs du textile, composés surtout de tisserands, travaillant à Cholet (Maine-et-Loire) et dans les campagnes environnantes, Jean-Joseph Chevalier publie, sur le modèle du Maitron, une somme sur ce milieu ouvrier noyé dans des terres blanches. S'appuyant sur toutes les sources disponibles (archives publiques, archives syndicales, presse...), l'auteur a rédigé 334 notices biographiques des militants des organisations syndicales (CSOT, Chambre syndicale des ouvriers tisserands du rayon industriel de Cholet fondée en 1882, Fédération régionale des tisseurs de l'Ouest, Bourse du travail créée en 1891, CGT) et politiques (les divers partis socialistes). De notices de quelques lignes à des notices de plusieurs pages, de Pierre Alberteau à Emmanuel Vivion, le *Dictionnaire* occupe 380 pages. On suit les itinéraires de Jules Allard et Charles Arandel (7 pages chacun), Pierre Biton (27 pages), Pierre Chupin (14 pages), René Guérin (7 pages)... de l'action syndicale au conseil municipal de Cholet.

Mais à travers ces histoires de vie, surtout celles de la trentaine de leaders, c'est toute l'histoire du mouvement ouvrier choletais au début de la III^e République qui est retracée : origine familiale des militants bien sûr, mais aussi naissance et développement des chambres syndicales, revendications et conflits, grèves générales pour les tarifs en 1887, 1888, 1897, 1904, 1910. Les luttes internes au mouvement ouvrier sont aussi analysées comme ce syndicat dissident dit « les Prévoyants » né d'une scission du CSOT en 1888, scission menée par le tisserand Élie Cartron au nom des ca-

thologiques sociaux hostiles au socialisme. En 1904, Cartron milite à l'Alliance libérale populaire et est élu municipal de sa commune. Mais la plupart des cadres syndicaux ouvriers du textile s'engagent dans les partis socialistes naissants, divisés comme ailleurs entre réformistes et révolutionnaires, possibilistes dominants à Cholet contre guesdistes. D'ailleurs, des Rouges s'allient avec les Bleus (républicains) pour diriger la municipalité d'une ville bleue au cœur d'une région blanche (sept socialistes élus en 1888). Plusieurs leaders syndicalistes sont ainsi élus conseillers municipaux socialistes de Cholet.

Mais Jean-Joseph Chevalier ne s'en tient pas à un simple *Dictionnaire*, il fournit toutes les clés pour décrypter cette histoire socio-politique enracinée dans un milieu particulier : méthodologie et bibliographie, regards de contemporains sur la fabrique et ses travailleurs montrant le remplacement du « travail à la cave » par une quinzaine d'usines mécanisées à Cholet en 1914 (dix tissages, quatre blanchisseries), parcours thématique possible à travers les itinéraires des principaux militants et de leurs responsabilités, chronologie, lexique, le tout agrémenté d'une vingtaine de documents iconographiques mais dont la reproduction est de médiocre qualité. Surtout, du portrait collectif de ces militants des chambres syndicales textiles du Choletais dressé dans une étude conclusive plusieurs éléments se dégagent : la forte représentation d'hommes nés entre 1840 et 1859, leur origine locale (à 92 %) et l'importance des liens de parenté, l'engagement d'hommes mariés chargés de famille. Dans des effectifs syndiqués très fluctuants (de 2 500 pour la CSOT en 1883 sur environ 12 000 travailleurs du textile à 550 en 1912 ; 4 à 500 pour les Prévoyants pendant toute la période) la montée des femmes est notable (28,5 % en 1911). Toutes ces données sont synthétisées dans des tableaux statistiques. Sans surprise, l'auteur souligne le rôle moteur des socialistes, la forte identité tisserande et de classe et la surdétermination républicaine de Cholet.

Jean-Joseph Chevalier nous donne à lire son *Maitron* du Choletais et on peut saluer La Geste éditions, petite maison qui publie des ouvrages d'histoire de qualité, d'avoir pris le risque de publier une telle étude dont l'intérêt dépasse largement un lectorat local.

Christian BOUGEARD

NOUS VENONS DE RECEVOIR...

■ **Myriam DENIEL-TERNANT, *Une histoire érotique de l'Église*, Payot, Paris, 2021, 363 pages, illustrations N&B dans le texte, *index rerum eroticum*, *index nominum*, 21 euros.**

L'essai de Myriam Deniel-Ternant, dans le sillage d'une belle thèse dont il a été rendu compte dans ces colonnes¹, emprunte au genre peu fréquenté de l'histoire érotique, genre qui plus est difficile à pratiquer lorsqu'il s'agit de traiter des appétences sexuelles d'une population que les règles qui la caractérisent vouent au célibat et à la chasteté. *A priori*, tout porterait à croire que le goût pour les voluptés charnelles des hommes – et des femmes – de Dieu serait assez dissimulé par le voile épais des normes canoniques et sociales pour en devenir invisible. Mais en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les interdits provoquent des transgressions, celles-ci laissant de nombreuses traces ineffaçables – tout au moins non effacées – que l'historienne, attentive et patiente, a su retrouver, dans la littérature érotique et mémorialiste du temps mais aussi dans les archives policières et judiciaires, les sources juridiques et théologiques, sans oublier les dossiers des officialités. Encore cette documentation imposante doit-elle faire l'objet d'une analyse calée sur une grande rigueur méthodologique, ne serait-ce que pour éviter des effets déformants qui lui sont consubstantiels : il faut, par exemple, apprendre à regarder dans le détail ce qui est montré – ou pas – par les vignettes licencieuses, s'attacher autant à la forme qu'au fond d'un rapport de police, etc. Il convient encore et surtout de ne pas céder aux effets de résonance que l'actualité suggère et ne pas exposer l'analyse à la lumière de faits postérieurs. D'autant qu'une histoire érotique exclut par définition le vaste champ de la sexualité non consentie, notamment les viols et la pédocriminalité. Reconnaissons à l'auteure, outre la qualité de son style, son attention extrême portée au vocabulaire et aux notions, toujours pesés au trébuchet du contexte, cela afin de mieux s'immiscer dans l'intimité des clercs en évitant contresens et anachronismes.

Cet érotisme des ecclésiastiques apparaît d'abord comme un phénomène social de grande ampleur tout au long de la période moderne. De toute évidence, pour de nombreux moines, moniales et curés, comme d'ailleurs pour bien des prélats, la continence sexuelle n'allait pas de soi. La porosité entre les mondes laïc et ecclésiastique, entre la règle et le siècle, est d'ailleurs trop réelle pour favoriser la sublimation du désir. Dans des espaces et des lieux aussi divers que les couvents, les séminaires, les paroisses campagnardes, les jardins et les bordels des grandes villes – ici particulièrement ceux de Paris – ou des endroits plus discrets, se noue une gamme complète de relations entre les sexes et les âges. Les ecclésiastiques, au fond, s'abandonnent aux multiples pulsions de la chair de la même façon que leurs contemporains laïcs. Le kaléidoscope de

¹ *Historiens & Géographes* n° 439, août 2017, pp. 216-217.

leurs pratiques ne se limite pas, on l'aura compris, à la rencontre entre des sexes différents. Plus surprenant, la recherche d'une jouissance immédiate des corps, parfois, s'accompagne de l'expression d'authentiques sentiments amoureux. Certains curés trousseurs de jupons entretiennent ainsi avec leurs maîtresses une conjugalité réglée et sans complexe, descendance comprise.

Car en ces siècles libertins, les communautés paroissiales – comme l'opinion éclairée, d'ailleurs – se montrent assez tolérantes, pour ne pas dire permissives, ce qui n'exclut pas quelque goguenardise. Encore le clerc incontinent doit-il ne pas provoquer de scandale, s'en tenir à des rapports mutuellement consentis (ou tarifés) et, surtout, dans le cas précis des curés, demeurer pour ses ouailles un bon pasteur. Les autorités de l'Église et de l'État, quant à elles, songent d'un commun accord que la préservation des apparences, si nécessaire à la paix sociale, exige de traiter le problème sans trop faire d'éclat. Elles temporisent et réservent leur violence répressive à quelques cas particulièrement graves. Le contrevenant ordinaire ne risque donc pas grand-chose, sinon des admonestations (souvent réitérées) lui recommandant de retrouver au plus vite l'esprit de son état. Sans doute cette étonnante permissivité eut-elle le mérite de le protéger d'une radicalisation de son comportement sexuel. Au fond, l'érotisme est un prisme au travers duquel peuvent se lire bien des questions, telles la place du clergé dans la société, le célibat des prêtres ou la sincérité des vocations religieuses, et les réponses que l'opinion d'alors leur apportait.

Marc VIGIÉ

■ Édith THOMAS, *Les Pétroleuses*, Édition préfacée et enrichie par Chloé Leprince, Gallimard, Paris, Folio Histoire, 2021, 394 pages.

Quand Édith Thomas, archiviste, résistante, militante communiste jusqu'en 1949, devenue sensible aux analyses des anarchistes (se traduisant ici par la forte sympathie pour « la grande journaliste », partisane de Bakounine, André Léo), publia en 1963 *Les Pétroleuses*, l'accueil fut mitigé. Choisir la femme comme objet d'étude innovait et sans doute pouvait gêner. Par la suite, cette évocation des luttes féminines prit place parmi les principales recherches sur la Commune de Paris.

En seize chapitres, Édith Thomas évoquait la place des femmes dans la France de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Leur misère s'accompagnait d'une non-existence sociale. L'auteure consacrait plusieurs chapitres à leurs vies et leurs engagements patriotiques dans le Paris populaire assiégé. Elle décrivait leurs luttes dans les clubs, leurs activités d'enseignantes, d'ambulancières

(parfois « improvisées ») ou militaires et présentait des interventions de l'Union des femmes, section féminine française de la Première Internationale dans l'organisation de la production et du travail. Des tentatives de rénovation de l'enseignement servirent les divers projets d'éducation nouvelle. Quant aux relations avec l'Église, la question fut réglée sèchement, « *Aux yeux du peuple de Paris, l'Église était liée étroitement aux intérêts de la bourgeoisie : il rejetait à la fois l'une et l'autre.* » (p. 165).

Actives sur les barricades pendant la Semaine sanglante, dénoncées comme « pétroleuses », non épargnées par la répression et par la justice, parfois déportées, les femmes constituent un échantillon qu'Édith Thomas analyse en exploitant en bloc les traces laissées notamment dans les archives. Elles inspirèrent des poètes qui ont « tressé des couronnes » à ces « pétroleuses » imaginaires dénoncées par les adversaires de la Commune.

Un demi-siècle plus tard, relire cet ouvrage pionnier permet d'en mesurer l'importance pour les recherches d'histoire socio-politique sur les milieux populaires. La démarche n'avait pu ravir les adeptes d'une histoire sociale scientifique exigeant la construction préalable d'une stricte grille de lecture. L'intervention des Historiens sur les données sociales n'excluant pas l'engagement, ce fut une des leçons données par cette publication à une génération de jeunes chercheurs. Stimulés par de tels travaux, ils purent se fixer parfois des objectifs plus ambitieux grâce aux apports d'autres sciences humaines.

Jacques GIRAULT

■ Gérard BONET, *L'Agence Inter-Allemagne, de Pétain à Hitler. Une entreprise de manipulation de la presse de province (1936-1950)*, préface de Jean-Yves Mollier, Editions du Félin, Paris, 2021, 901 pages, 35 euros.

Dans sa préface, Jean-Yves Mollier a raison de souligner que ce livre de Gérard Bonet, spécialiste reconnu de l'histoire de la presse contemporaine, constitue la première étude savante sur cette singulière entreprise de presse restée jusque-là totalement inconnue. Dans la continuité des travaux d'histoire culturelle de Pascal Ory et de Jean-Yves Mollier, son ouvrage représente une contribution déterminante à la connaissance de la Collaboration intellectuelle et culturelle en Allemagne. Grâce à un impressionnant dépouillement d'archives, il nous montre comment cette agence, rivale de Havas, fondée en 1938 en haine du Front populaire pour fournir des informations partisans à la presse de province, est devenue pétainiste au printemps 1940, collaborationniste ensuite en apportant son soutien à Pierre Laval, enfin, de 1943 à août 1944, ouvertement nazie, n'hésitant pas à relayer avec complaisance dans toute la société française la propagande brune.

L'apport de cet ouvrage solidement documenté est double. Il souligne en premier lieu le basculement d'élites cultivées – son fondateur Dominique Sordet (1889-1946) est un fin critique musical reconnu, qui écrit dans *L'Action française* et *Candide* – dans la haine antisémite et la trahison avec l'Allemagne nazie. D'autre part, il analyse finement la sociologie des membres de cette agence, qui, en 1941, réussit à distiller son poison dans plus de 600 périodiques de province et à réunir, à son apogée, en octobre 1942 à Paris, au palais Berlitz, le gratin de la Collaboration – Abel Bonnard et Fernand de Brinon, entre autres – et des dignitaires nazis comme Otto Abetz. On trouve également trois précieuses annexes : celle de la chronologie détaillée du groupe Inter-Allemagne ; celle des notices biographiques des principaux collaborateurs de Dominique Sordet, y compris ceux qui, écœurés par la dérive collaborationniste, sont entrés dans la Résistance ; enfin la liste des périodiques abonnés à l'agence en 1941, complétée par l'index de la presse périodique régionale de cette période.

Sur un seul point, je suis en désaccord avec lui. À la page 757, il considère comme une évidence qu'« un certain François Mitterrand lui aussi [est] né à l'extrême-droite maurassienne ». Que François Mitterrand, dans sa jeunesse, ait appartenu à l'extrême-droite est, aujourd'hui, incontestable, mais pas dans la mouvance maurassienne. Lui-même déclarait qu'il a « été élevé dans l'horreur de l'Action française, non parce qu'elle était de droite, mais parce qu'elle était excommuniée ». Par tradition familiale catholique, il a adhéré aux Volontaires nationaux, mouvement de jeunesse des Croix de Feu du colonel de La Rocque, et, après leur dissolution, a été proche du PSF : Parti social français du même colonel de La Rocque. Preuve qu'il n'a jamais appartenu à l'Action française, au Quartier latin, il a défendu un étudiant juif et socialiste, Georges Dayan, agressé physiquement par des voyous de l'Action française. Pendant quarante ans, jusqu'à sa mort, Georges Dayan fut un ami intime de François Mitterrand, un des rares au PS à le tutoyer (Voir : Philip SHORT, *François Mitterrand. Portrait d'un ambigu*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2015, p. 45-49).

À l'heure où sur internet règnent les élucubrations complotistes et les *Fake News*, le livre de Gérard Bonet est très important car il nous permet de mieux comprendre comment, de 1938 à 1944, s'est exercée de manière très bien organisée une vaste entreprise mortifère de manipulation et de désinformation des masses. Dans cette perspective, son ouvrage est d'une brûlante actualité.

Christian AMALVI

■ **Benoît RONDEAU, *Le soldat britannique, Le vainqueur oublié de la Seconde Guerre mondiale*, Perrin, Paris, 2021, 500 pages, index, 25 euros.**

Ce livre répond d'abord « à un vide historiographique scandaleux en Allemagne » (p. 15) concernant l'armée britannique. À côté des armées américaine et soviétique, bien documentées, rien en français ne permet de connaître cet allié vainqueur. Mais il s'agit surtout d'une somme remarquable de connaissances encyclopédiques sur le soldat britannique, qu'il soit originaire du Allemagne ou de l'Empire. Car Benoît Rondeau maîtrise parfaitement des sources et une bibliographie denses et internationales pour dresser un tableau très complet de cette armée britannique.

Le plan thématique permet à la fois une lecture en continu de l'ouvrage mais aussi des recherches sur des éléments précis. L'armée impériale est présentée tout d'abord, avec les différences notables entre les différents dominions et colonies. L'armée anglaise passe à la conscription totale en 1939 et « le Allemagne est le seul pays belligérant à instaurer une conscription pour les femmes » (p. 34). Les Australiens, à côté des soldats, font appel à des recrues « chocolat » ainsi appelées car ce sont des miliciens que les professionnels s'attendent à voir fondre au premier engagement devant l'ennemi (p. 45). Le deuxième chapitre traite de la formation et de la discipline, détaillant l'entraînement et l'utilisation de maquettes pour les planeurs par exemple. Les officiers sont évoqués dans le troisième chapitre ; leur recrutement, mais aussi les préjugés concernant par exemple les Indiens, interdits dans la prestigieuse école militaire de Sandhurst, mais dont les compétences les font admettre finalement. Les rapports entre les soldats et leurs officiers sont différents entre les armées : les officiers australiens sont désignés par leur prénom, ce qui est impensable au Allemagne. Le Roi, commandant en chef suprême, n'intervient cependant jamais, c'est le Premier Ministre qui est en charge de la stratégie et de la tactique. Le chapitre 4 aborde les conditions du combat sur terre et met par exemple en évidence les conséquences du manque d'hommes, qui conduit à engager des troupes d'élites spécialisées là où des divisions conventionnelles auraient suffi. Le matériel est présenté dans le chapitre 5, qu'il s'agisse de l'artillerie, arme privilégiée (p. 189) ou du tank Churchill, le plus solide (p. 181). Les chapitres 6, 7 et 8 abordent la guerre terrestre, aérienne et sur mer, en comparant avec les armées alliées et ennemies. Les contacts entre soldats et civils sont abordés dans le chapitre 9, qu'il s'agisse de la famille, de l'attitude des Britanniques et des Français après le 6 juin 1944, lorsque les soldats entrent en contact avec les habitants de la ville de Caen détruite en grande partie par la Royal Air Force. Enfin le chapitre 10 aborde le thème de la postérité des vainqueurs oubliés : la démobilisation, la réinsertion, le retour des prisonniers de guerre dont 27 % sont morts

dans les camps japonais contre 4 % dans les camps allemands. Une étude chronologique de l'historiographie, les films et autres *wargames* permettent de comprendre les évolutions mémorielles.

Ce livre fourmille d'anecdotes – les mules sont opérées des cordes vocales pour ne pas faire de bruit en Inde (p. 131) -, de comparaisons, d'indications sur les forces – renseignement, camouflage, prise en charge des blessés par exemple – et les faiblesses des différentes armées de l'Empire – le manque d'entraînement, les difficultés des bombardiers (p. 272). Il évoque également la question des crimes de guerre concernant les pilotes des bombardiers qui opéraient au-dessus de l'Allemagne ou des villes françaises et les luttes pour les indépendances

Doté d'un index des noms de lieux et des personnages, ce livre est avant tout un fantastique outil de travail, incontournable pour tout cours sur la Seconde Guerre mondiale, tant en collège qu'en lycée.

Evelyne GAYME

■ **Francis-Louis CLOSON, *Le temps des passions. De Jean Moulin à la Libération (1943-1944)*, Éditions du Félin, Paris, 2021, 326 pages, 11,90 euros [Réédition].**

Publié en 1974, en réaction, avant Daniel Cordier, aux accusations de « crypto-communiste » portées par Henri Frenay contre Jean-Moulin, cet ouvrage de souvenirs du résistant et haut-fonctionnaire démocrate-chrétien F.-L. Closon reparaît en poche. Se trouvant aux États-Unis depuis 1938, Closon rejoint Londres et la France libre en juillet 1941. Il travaille d'abord aux Finances puis à l'Intérieur avec André Philip, milieux dont il décrit l'ambiance. Au début 1943, il demande à partir en France occupée où il effectuera trois missions. Closon est affecté à la Délégation générale travaillant deux mois avec Jean Moulin (avril-mai 1943). Passant d'une résistance à l'autre, il souligne les difficultés des liaisons aériennes entre l'Angleterre et la France, insiste sur le choc de la découverte de la France occupée, montre les risques et le dévouement au quotidien des résistants de l'intérieur, sans omettre les conflits qui traversent les mouvements. Rendant hommage aux cadres de la Résistance, il soutient de Gaulle contre Frenay. Lors de sa seconde mission (août 1943-avril 1944), Closon met en place les comités départementaux de libération et suit le CPL, le Comité parisien. Sur cette tâche, son témoignage, trop général, est assez décevant. Par la Provence, il rejoint difficilement peu avant les combats de la libération Paris où il doit installer le nouveau préfet Luizet, avant de gagner Lille comme Commissaire de la République.

Bien écrit, ce témoignage de Francis-Louis Closon éclaire le cheminement des deux résistances.

Christian BOUGEARD

Hélène de LAUZUN, *Histoire de l'Autriche*, Perrin, 2021, 440 pages, cartes, index, 24 euros.

Hélène de Lauzun brillante jeune historienne moderniste reçue Major à l'Agrégation d'Histoire a soutenu, à Paris IV, le 17 Janvier 2015, une thèse de doctorat dirigée par le Professeur Jean-Paul Bled intitulée : « La question autrichienne en France dans les années 1930 (1930-1938) ». Tout en dispensant un cours sur la question d'Histoire Moderne commune à l'Agrégation et au Capes elle fait paraître une Histoire générale de l'Autriche qui s'étend de la prise de pouvoir par la maison des Babenberg du X^e siècle aux années 2000.

L'auteur se heurte dès le départ à une « énigme de plusieurs siècles », car en fait qu'est-ce que l'Autriche ? L'auteur choisit ainsi de se concentrer sur le territoire de la République autrichienne dont les frontières ne sont définitivement fixées qu'à la fin de l'année 1921. Il compte 84 000 kilomètres carrés et 9 *Bundesländer* qui sont les héritiers d'anciennes provinces dotées de leur histoire propre qui précède de loin l'ascension de la puissance habsbourgeoise. Ainsi quand, en 1921, les Assemblées des trois *Länder* du Tyrol, de Salzbourg et de Styrie appellent leurs concitoyens à se prononcer sur la question de l'*Anschluss*, elles expriment un particularisme provincial, dont les racines sont très anciennes.

Ce petit territoire situé au cœur de l'Europe, dans la position géostratégique qui est de ce fait la sienne, est entouré, par ailleurs, par les peuples, les provinces et les royaumes qui ont partagé ses destinées : la Bohême et la Hongrie dont il est très largement question dans l'ouvrage, la Pologne, la Roumanie, l'Italie, les pays slaves du Sud, la Suisse et l'Allemagne, l'Empire ottoman.

Les Habsbourg, issus d'une famille originaire de Suisse alémanique, furent appelés à s'immiscer dans l'histoire du Saint Empire romain germanique. À partir de 1440, date de l'élection de Frédéric III en tant que roi des Romains, la couronne demeure dans les mains des Habsbourg jusqu'à la disparition du Saint Empire en 1806 et elle confère à cette famille une destinée impériale.

Une véritable puissance européenne s'installe alors au cœur de l'Europe – ce statut est acquis à la fin des années 1690 – bien que paradoxalement il s'avère encore difficile de la définir et d'en délimiter les contours.

Cette montée en puissance est analysée dans la première partie de l'ouvrage (pp. 35-164) sous le titre : « La Maison d'Autriche (1493-1815) ». L'auteur s'attache à montrer que cette puissance européenne montante se renforce en « puisant sa force dans un catholicisme enraciné ». Pour le monarque qui se sent responsable du salut de ses sujets, « la défense du catholicisme est partie intégrante de son devoir d'État. « Mais l'unité religieuse par le

catholicisme est aussi pour lui une nécessité politique ». À la fin des années 1690, l'Autriche baroque triomphe dans de magnifiques édifices « vecteurs de la Contre-Réforme ». L'auteur accorde en effet une grande place à la vie intellectuelle, culturelle et artistique dans chacune des périodes étudiées, et elle consacre de bonnes pages aux Arts et aux Lettres à l'époque de Marie-Thérèse. Cette dernière qualifiée par l'auteur de souverain « moderne » s'est attachée à la réforme de l'éducation menée en parallèle avec sa réforme de l'État.

L'auteur reconnaît à son fils Joseph II « ...d'avoir fait croître en Autriche une véritable pensée de l'État là où prévalait jusque là un assemblage organique de peuples et d'institutions au fonctionnement aléatoire ». Le livre consacré à Joseph II par Jean Bérenger s'intitule d'ailleurs « *Joseph II d'Autriche, serviteur de l'État* » (2007). L'on aurait souhaité que l'auteur en tire un meilleur parti. Celle-ci porte en effet un jugement sévère sur Joseph II qui aurait piétiné « sans arrière-pensées les traditions culturelles et religieuses et les attachements populaires ». À partir de 1784 l'allemand devient la langue unique de l'administration dans les pays autrichiens et également en Bohême et en Hongrie ainsi qu'en Galicie. Ce mouvement ne s'opère cependant pas au détriment des autres cultures tchèque et hongroise notamment. En 1786 un bihebdomadaire en langue hongroise commence à paraître à Vienne. Par contre l'organisation d'un État centralisé où l'autonomie de la Hongrie sur les plans administratif et financier est respectée est bien vue. Sans faire oublier les mécomptes telle la révolte des Pays-Bas autrichiens à partir de 1787, il demeure que l'abolition des servitudes personnelles (1781) initie une modernisation progressive du tissu social. L'humiliant traité de Presbourg de 1805, qui fait perdre à l'Autriche des territoires peuplés de quatre millions d'habitants « marque une étape décisive dans le processus inexorable qui conduit la puissance autrichienne à être peu à peu évincée d'Allemagne comme d'Italie... ».

Ainsi s'annonce la deuxième partie de l'ouvrage intitulée : « De l'empire d'Autriche à la double monarchie (1815-1918) », période où le « flamboiement culturel » confère à l'Autriche et à Vienne un intense rayonnement.

Cette partie débute avec quelques pages bienvenues, écrites d'une plume alerte, sur l'époque « Biedermeier », mouvement éminemment bourgeois et art de vivre social centré sur la sphère familiale, qui voit se poursuivre en même temps la tradition musicale prestigieuse de la Vienne du XVIII^e siècle. L'on assiste alors à l'éclosion de la valse contemporaine. La musique et la danse triomphent et le théâtre populaire domine. Cette ère Biedermeier est profondément allemande et autri-

chienne, mais particulièrement en Bohême et en Hongrie, l'on assiste à un réveil culturel, qui s'incarne dans la mise en valeur de la culture nationale tchèque et en Hongrie dans les poèmes de Petöfi.

Quand l'Autriche met fin aux expériences révolutionnaires de 1848, elle est déjà très engagée sur la voie qui la mènera hors de l'Allemagne. L'analyse de ce processus constitue un des axes majeurs de cette période qui s'achève le 23 août 1866 avec la paix de Prague. L'Autriche doit alors accepter d'être exclue hors de l'Allemagne. L'auteur dégage de cette évolution deux conséquences importantes : la question de l'identité germanique de l'Autriche se pose désormais pour elle en des termes nouveaux et elle est appelée en second lieu à s'approprier un « destin danubien » demeuré jusqu'alors secondaire pour elle.

Elle ne tarde pas à conclure, le 18 février 1867, le Compromis qui donne naissance à l'empire austro-hongrois ou double-monarchie. Le Compromis de 1867 se présente sous la forme d'un accord passé entre la dynastie des Habsbourg et la nation hongroise. La Hongrie acquiert le statut d'un État largement autonome. Toutefois, les privilèges énormes dont bénéficient les Hongrois font apparaître la négation des droits des autres nationalités et particulièrement de ceux du Royaume de Bohême.

L'auteur poursuit son analyse en exposant tout d'abord clairement la complexité des questions balkaniques. Mais quand la diplomatie autrichienne prend la décision risquée d'annexer la Bosnie-Herzégovine, la priorité pour l'Autriche est de régler la question serbe au besoin par la force.

La seconde grande partie de l'ouvrage s'achève sur « L'Autriche dans la Première guerre mondiale » et la dissolution de l'empire austro-hongrois. Pour l'auteur la responsabilité de l'Autriche dans le déclenchement de la guerre est lourde et elle reconnaît que : « L'Autriche paie l'abandon progressif de sa vocation danubienne ». Dans son analyse des différentes étapes de la guerre, elle met l'accent sur les tentatives de paix de l'année 1917 « indissociables de la personnalité de l'empereur Charles ». Elle insiste sur le fait que Charles a sans cesse repoussé la rupture avec l'Allemagne.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à la Première République autrichienne (1918-1938). Elle débute avec une analyse détaillée du Traité de Saint Germain, dans laquelle on peut déplorer cependant l'absence des clauses économiques. L'auteur reprend les termes employés par le juriste français Jean Basdevant, au début des années trente, concernant la double problématique de la responsabilité et de l'héritage de la

« vieille Autriche. « Y a-t-il identité ou nouveauté entre la vieille et la nouvelle Autriche ? Jean Basdevant répond : « Ce n'est donc pas le motif juridique de l'identité de l'État autrichien mais la pensée politique des Alliés jugeant les Allemands d'Autriche responsables des dommages de guerre qui est en jeu ». Les Allemands d'Autriche orphelins d'un grand empire sont alors placés dans un contexte humiliant alors que la viabilité de la petite république alpine est mise en question. Les Alliés doivent alors prodiguer une aide d'urgence à l'Autriche qui se poursuivra sous la forme des crédits de relèvement. L'on conçoit que dans un tel contexte la tentation du rattachement à l'Allemagne ait été grande. Mais la problématique de l'*Anschluss* demeure présente pendant toute l'entre-deux-guerres, jusqu'à ce que l'Autriche cesse d'exister en tant qu'État indépendant le 14 mars 1938, dans l'indifférence quasi générale de la communauté internationale.

Il y avait eu cependant une tentative de stabilisation, à partir du moment où le chancelier Ignaz Seipel avait su convaincre la SDN que la ruine des finances autrichiennes minées par l'inflation était un problème européen. Le plan de relèvement financier de l'Autriche est contenu dans les trois protocoles signés à Genève le 4 octobre 1922. L'Autriche devait bénéficier d'un emprunt international de restauration dont le service était garanti par la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie. Le protocole I réitérait l'interdiction de l'*Anschluss* tout en rapprochant au maximum l'Autriche du statut international de la neutralité permanente. La stabilisation politique et économique qui s'instaura demeura cependant précaire comme l'attestent les événements dramatiques de 1927 et l'évolution de la situation bien décrite par l'auteur jusqu'au nouveau tournant de 1934, « l'année de toutes les crises » bien vue par Stefan Zweig, qui choisit alors la voie de l'exil.

Cette période douloureuse est caractérisée par contre par une grande fécondité culturelle, qui donne à l'Autriche un rayonnement bien supérieur à son poids politique. Trois grands écrivains : Stefan Zweig, Joseph Roth et Robert Musil incarnent cet essor culturel. L'historien doit avoir recours à leurs œuvres s'il veut comprendre cette période.

La quatrième et dernière partie est intitulée à juste titre : « Mort et Résurrection » (1938-années 2000).

L'Autriche vit tout d'abord sous le régime nazi bien décrit par l'auteur qui traite en parallèle la résistance autrichienne présente dès l'*Anschluss*. Elle connaît une période d'occupation de dix années qui s'achèvera avec la signature du traité d'État autrichien le 15 mai 1955. Il rétablit l'indépendance et la souveraineté de l'Autriche à la suite d'une occupation dont la lourdeur a été particulièrement ressentie dans la zone soviétique. Par souci d'apaisement, l'Autriche a d'abord été représentée dans le discours officiel comme la première victime de l'Allemagne hitlérienne. Cette thèse a été battue en brèche à la suite de l'affaire Waldheim.

L'auteur insiste, par ailleurs, avec juste raison sur la question de la neutralité permanente déjà évoquée en 1919, quand l'importance de la situation politique et stratégique de l'Autriche avait été reconnue. L'Autriche a déclaré unilatéralement sa neutralité perpétuelle dans la loi constitutionnelle du 26 octobre 1955. Dans les années 1970 elle fut érigée en idéologie d'État et inspira une politique extérieure « active ». Bien que contestée dès le début, elle a joué un rôle majeur dans la formation d'une identité autrichienne.

L'auteur met en valeur, à bon escient, l'ère Kreisky. L'on aurait souhaité cependant que l'évolution économique depuis la reconstruction soit davantage traitée de même que l'intégration européenne de l'Autriche. Son rôle dans l'élargissement de l'Union européenne à l'Est aurait pu être davantage souligné.

Hélène de Lauzun a le grand mérite de faire une histoire générale sur une longue période à l'aide d'une ample bibliographie française et allemande qu'elle domine. L'on est ainsi amené à déplorer certaines lacunes. Son livre solide n'en demeure pas moins très utile aux collègues et à leurs élèves particulièrement dans le contexte actuel. Il les éclairera sur les réalités de cette Europe danubienne dont les caractères propres sont parfois encore mal connus.

Nicole PIETRI